

### HYDROCARBURES

# SINOPEC veut élargir ses investissements en Algérie

L'entreprise pétrolière chinoise SINOPEC International Energy Investment, représentée par sa filiale Soogl-Algérie, manifeste sa volonté de développer une coopération pratique avec l'Algérie en matière d'exploitation des hydrocarbures (pétrole et gaz) et d'y élargir ses investissements dans les filières pétrolière, gazière et pétrochimique. P 2



### DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR MINIER

#### La stratégie de l'Algérie présentée à Riyad

La secrétaire d'État auprès du ministre de l'Énergie, chargée des mines, Karima Tafer, a pris part aux travaux de la quatrième réunion internationale des ministres des mines qui s'est tenue à Riyad en Arabie Saoudite. Lors de cet événement, indique le ministère dans un communiqué, elle a présenté les grandes lignes du programme de développement du secteur minier en Algérie.

P 2

### COMMERCE INTÉRIEUR

#### Les détails du plan Ramadan dévoilés



À l'approche du mois de Ramadan, le ministère du Commerce met en place des mesures multiples pour garantir un approvisionnement suffisant et fluide en produits de base. Mohamed Mezghache, directeur général du Contrôle économique et de la Répression des fraudes, a détaillé le plan ambitieux déployé pour prévenir toute forme de pénurie.

P 3

### ALGÉRIE-FRANCE

#### De quelle aide au développement parlez-vous ?

La partie xénophobe, chauviniste et raciste de la France appelle haut et fort à des mesures punitives contre l'Algérie. L'extrême droite française, ainsi que ceux qui se sont appropriés ses idées au sein du gouvernement français, rivalisent d'ingéniosité dans la proposition de sanctions de nature, selon eux, à amener l'Algérie à résipiscence.

P 5

### PÉTROLE

**L'AIE prévoit une hausse de la demande mondiale en 2025** P 2

### RÉUNION DU GOUVERNEMENT

**Plusieurs secteurs à l'ordre du jour** P 16

### 3<sup>e</sup> COSMETICA NORTH AFRICA - ALGERIA DU 22 AU 25 JANVIER

**Un rendez-vous incontournable pour l'industrie cosmétique** P 4

## PÉTROLE

**L'AIE prévoit une hausse de la demande mondiale en 2025**

La consommation mondiale de pétrole devrait poursuivre sa croissance en 2025, a indiqué mercredi l'Agence internationale de l'énergie (AIE). «Le vent d'optimisme sur le marché pétrolier devrait se poursuivre en 2025, avec une prévision de 104 millions de barils par jour (mb/j), en croissance de 1,05 mb/j par rapport à 2024», a estimé l'agence dans son rapport mensuel sur le pétrole. En 2024, une légère hausse de la consommation mondiale a été enregistrée, tirée par une demande dynamique au 4e trimestre, pour atteindre 102,9 millions de barils par jour (mb/j), soit une révision à la hausse de la croissance de 90.000 barils par jour, a précisé l'AIE, organisation qui défend les intérêts des pays consommateurs. «La baisse des prix du carburant, les températures froides dans l'hémisphère nord et l'abondance des matières premières pétrochimiques se sont combinées pour stimuler la consommation en 2024», a-t-elle encore expliqué. Du côté de l'offre, les mesures américaines prises à l'encontre des exportations de la Russie «pourraient aussi affecter les flux d'approvisionnement en pétrole», a averti également l'AIE. «Les spéculations sur le fait que la nouvelle administration américaine pourrait adopter une position plus dure à l'égard des exportations pétrolières de l'Iran» et «la baisse de la production en Amérique du Nord liée aux conditions météorologiques pourrait également contribuer à une diminution de l'approvisionnement en brut en 2025», a souligné l'AIE. Néanmoins, l'AIE a assuré que les stocks d'or noir, l'augmentation de la production des pays non-membres de l'OPEP+ devraient aider à couvrir à la fois «les perturbations potentielles de l'offre» et répondre à «la croissance attendue de la demande mondiale».

R. E.

## HYDROCARBURES

**SINOPEC veut élargir ses investissements en Algérie**

L'entreprise pétrolière chinoise SINOPEC International Energy Investment, représentée par sa filiale Soogl-Algérie, manifeste sa volonté de développer une coopération pratique avec l'Algérie en matière d'exploitation des hydrocarbures (Pétrole et Gaz) et d'y élargir ses investissements dans les filières pétrolière, gazière et pétrochimique.

Par Sirine R

C'est ce que son représentant officiel en Algérie, Wu Xiuli, a affirmé hier dans une déclaration à l'APS, en marge d'une visite de travail dans la wilaya d'Adrar. «Notre volonté d'élargir nos investissements en illimité en Algérie dans les filières pétrolière, gazière et pétrochimique est une option qui lui est exclusivement réservée», a-t-il déclaré. «Depuis la promulgation de la loi sur les hydrocarbures, ouvrant le champ pétrolier en Algérie à la concurrence pour l'obtention des contrats, élargis aux sociétés étrangères, en offrant des avantages fiscaux à celles-ci, SINOPEC a manifesté cette volonté de développement d'une coopération réelle avec l'Algérie», a-t-il précisé.

Le groupe SINOPEC, une compagnie publique chinoise activant dans les secteurs de l'énergie et de la pétrochimie, est classée 1ère entreprise en Chine, avec une présence dans six régions très importantes en Afrique, Moyen-Orient, Amériques du Sud et du Nord, Asie et Russie, soit un total de 72 pays, dispose de moyens financiers et technologiques très avancés et a réalisé un chiffre d'affaires avoisinant les 500 milliards de dollars US en 2023, a-t-il ajouté. SINOPEC International Energy Investment, présente en Algérie depuis 2004 à travers sa filiale Soogl-Algérie (basée dans la wilaya d'Illizi), estime que «l'Algérie qui dispose d'un important potentiel, pétrolier et gazier, veut développer un partenariat avec l'Algérie, basé sur le principe gagnant-gagnant», a-t-il signalé.

«Outre l'aspect business, SINOPEC-Investment, de par son statut étatique, est mue par une volonté d'atteindre avec l'Algérie, une coopération à la hauteur de ses capacités et surtout des ambitions des hautes instances politiques des deux pays amis (Chine et Algérie), une coopération élevée au rang de stratégique globale à l'occasion de la visite historique en juin de l'année 2023, du président de la République M. Abdelmadjid Tebboune», a tenu à souligner Wu Xiuli. SINOPEC exploite actuellement en partenariat avec Sonatrach, le gisement de Zarzaitine (Wilaya d'Illizi), dans le cadre d'un contrat d'association ayant pour objet la récupération et la valorisation des hydrocarbures du gisement, a fait savoir la même source.

**AVEC 6,84 MILLIONS DE TONNES DE GNL EXPORTÉS EN 2024 L'Algérie quatrième fournisseurs de l'UE**

Par M. A.

L'Algérie demeure un acteur essentiel du marché mondial du gaz naturel liquéfié (GNL), figurant parmi les cinq plus grands fournisseurs de l'Union Européenne en 2024. Selon un rapport de la plateforme spécialisée «Attaqa.net», l'Algérie a exporté 6,84 millions de tonnes de GNL vers l'UE l'année dernière, malgré une légère baisse de 6,2 % par rapport à 2023. Cette performance permet à l'Algérie de se maintenir à la quatrième place du classement, renforçant ainsi son rôle stratégique dans l'approvisionnement énergétique de l'Europe. En 2024, les exportations mondiales de GNL ont connu une diminution significative de 14,2 %, attei-

gnant 84,8 millions de tonnes pour l'ensemble de l'Union Européenne. Cette baisse est attribuée à plusieurs facteurs, notamment la réduction de la demande et les ajustements des chaînes d'approvisionnement. Cependant, l'Algérie a réussi à préserver une part importante du marché européen, passant de 7,4 % à 8,1 % de la part des importations totales de l'UE. Bien que l'Algérie ait enregistré une diminution de ses exportations, elle continue de jouer un rôle clé parmi les grands fournisseurs de GNL à l'UE. Les États-Unis, en tête du classement, ont vu leurs exportations chuter de 18 % pour atteindre 36,58 millions de tonnes, tandis que la Russie a connu une croissance de 11,6 % dans ses exportations, avec 17,36 millions de

tonnes. Le Qatar, pour sa part, a vu ses exportations reculer de 19 %, se chiffrant à 10,56 millions de tonnes. L'Algérie, en dépit d'une baisse, reste l'un des principaux fournisseurs avec une part qui augmente en raison de la contraction générale des importations européennes. Elle devance ainsi des pays comme la Norvège et la Libye, et maintient sa position en tant que fournisseur incontournable pour l'UE. Cette position stratégique de l'Algérie sur le marché du GNL est d'autant plus importante dans le contexte actuel, où l'Europe cherche à diversifier ses sources d'approvisionnement en énergie. L'Algérie, qui a renforcé ses infrastructures et sa capacité de production ces dernières années, de-

meure un fournisseur fiable et compétitif. Avec la hausse continue de la demande de GNL, notamment en raison des incertitudes géopolitiques et de la transition énergétique, l'Algérie est bien placée pour maintenir sa place parmi les principaux acteurs du marché mondial. Bien que l'Algérie ait enregistré une légère baisse de ses exportations de GNL en 2024, elle reste un partenaire énergétique clé de l'Union Européenne, et sa position dans le top 5 des exportateurs montre l'importance stratégique de ses ressources naturelles dans le contexte global actuel. La tendance montre également que l'Algérie, avec ses investissements dans le secteur énergétique, pourrait voir sa part de marché augmenter dans les années à venir.

## DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR MINIER

**La stratégie de l'Algérie présentée à Riyad**

Par S. R.

La secrétaire d'État auprès du ministre de l'Énergie, chargée des mines, Karima Tafer a pris part aux travaux de la quatrième réunion internationale des ministres des mines qui s'est tenue à Riyad en Arabie Saoudite. Lors de cet événement, indique le ministère dans un communiqué, elle a présenté les grandes lignes du programme de développement du secteur minier en Algérie. Dans son discours, Mme Tafer a réaffirmé

la détermination de l'Algérie à promouvoir le secteur des mines et à renforcer l'exploitation des richesses minières du pays, soulignant l'importance du développement de ce secteur en tant que pilier clé pour atteindre un développement économique durable. Après avoir insisté sur la nécessité d'exploiter ces ressources naturelles de manière durable et responsable, tout en respectant les normes environnementales mondiales, la secrétaire d'État a mis en avant les stratégies de l'Algérie visant à développer les infrastructures du secteur minier et à renfor-

cer la coopération internationale dans le domaine de l'exploration et de la production minière. Elle a également souligné le rôle actif de l'Algérie dans l'accélération des projets de prospection et de production dans le respect des critères de durabilité, contribuant ainsi à un équilibre entre progrès industriel et protection de l'environnement. La délégation algérienne participant à cette réunion, dirigée par Mme Tafer, comprenait le PDG du groupe "Sonarem", Belkacem Soltani, ainsi que des cadres du ministère

et de «Sonarem». L'événement a réuni des représentants de 89 pays, dont 16 membres du Groupe des 20, ainsi que des délégués de 50 organisations internationales officielles et non gouvernementales, ainsi que des fédérations professionnelles. Au cours de la rencontre, plusieurs initiatives importantes ont été abordées, visant à renforcer la coopération entre les pays producteurs et consommateurs de minerais, tout en favorisant l'innovation technologique dans ce secteur, a ajouté le communiqué.

Quotidien économique

**Les Enjeux**  
EcoEdité par la  
SARLLes enjeux Eco  
Tel: 06 98165554**Gérant**  
Belmihoub  
AbdelazizDirecteur de  
publication  
Radji Zahir**Siège social**  
03, Rue Ali Boumendjel  
Square Port Said, Casbah  
email: lesenjeuxeco@gmail.comccb : BDL 005  
00170000003889 09**Impression**  
Centre : SIA**Distribution**  
Centre:  
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»  
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger  
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42  
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77  
E-mail: agence.regie@anep.com.dz  
Programation.regie@anep.com.dz  
agence.oran@anep.com.dz  
agence.annaba@anep.com.dz  
agence.ovargla@anep.com.dz  
agence.constantine@anep.com.dz

## COMMERCE INTÉRIEUR

# Les détails du plan Ramadhan dévoilés

À l'approche du mois de Ramadan, le ministère du Commerce met en place des mesures multiples pour garantir un approvisionnement suffisant et fluide en produits de base. Mohamed Mezghache, directeur général du Contrôle économique et de la Répression des fraudes, a détaillé le plan ambitieux déployé pour prévenir toute forme de pénurie.

Par Mourad A.

Les préparatifs ont démarré dès décembre 2024, soulignant l'importance de cette période clé pour les consommateurs algériens. "Le ministère a pris toutes les dispositions nécessaires pour assurer une couverture optimale pendant le Ramadan", a indiqué Mohamed Mezghache lors de son intervention sur la « Chaîne I » de la radio nationale. Il a précisé que, pour cela, le ministère a mobilisé l'ensemble des acteurs concernés, incluant les ministères de l'Agriculture et de l'Industrie, les associations professionnelles, ainsi que les importateurs et producteurs locaux. Cette collaboration a permis de définir des quantités exactes à importer et à produire localement. Ainsi, 13 000 tonnes de viande rouge et 15 000 tonnes de viande blanche seront importées pour le Ramadan, accompagnées d'une production locale mensuelle de 535 tonnes de viande blanche. En parallèle, une augmentation significative de la production de certains produits a été prévue : la production de sucre passera de 1 900 à 4 200 tonnes par jour, tandis que celle de l'huile doublera pour atteindre 3 600 tonnes par jour. Ces initiatives visent non seulement à garantir la disponibilité des produits essentiels, mais aussi à maintenir des prix accessibles pour l'ensemble des foyers algériens. Un enjeu majeur dans ce cadre reste la lutte contre la spéculation, particulièrement exacerbée durant cette période de forte consommation. Depuis l'ap-

plication des lois anti-spéculation en décembre 2021, les infractions ont chuté de manière significative, avec une réduction de 68 % des cas en 2024 par rapport à l'année précédente. Un système de surveillance renforcé, utilisant des plateformes numériques et des cellules locales supervisées par les walis, a permis d'améliorer la régulation du marché. "Le terme de 'pénurie' a été éradiqué de notre vocabulaire", affirme Mezghache, insistant sur l'importance de maintenir la qualité des produits locaux tout en favorisant leur compétitivité. Il souligne également que la transparence dans la gestion des circuits de distribution est essentielle pour éviter les hausses artificielles de prix dues à des intermédiaires non réglementés.

**Modernisation des infrastructures**

Pour renforcer cette régulation, le ministère œuvre également à la modernisation des infrastructures et des mécanismes de distribution. Dès 2025, des solutions de paiement électronique seront mises en place pour renforcer la transparence des transactions. Par ailleurs, une réforme législative est en cours pour durcir les sanctions contre les pratiques illicites et optimiser la régulation des circuits de distribution. "Des efforts considérables sont également déployés pour moderniser les marchés de gros", a indiqué le responsable. En collaboration avec la société Magro, des travaux sont en cours pour garantir des infrastructures modernes, réduire le nom-

bre d'intermédiaires et, ainsi, faire baisser les coûts des produits agricoles. Ces mesures visent à instaurer une confiance accrue des consommateurs et à créer un marché plus équilibré.

Enfin, la communication joue un rôle crucial dans la stratégie du ministère. Grâce à des interventions médiatiques régulières, le ministère cherche à rassurer les citoyens face à la propagation d'informations erronées sur les réseaux sociaux. "Nous appelons les citoyens à se référer aux sources officielles et à signaler toute tentative de manipulation des prix ou de désinformation", a souligné Mezghache. Des numéros d'urgence sont mis à disposition au niveau des directions locales pour répondre aux préoccupations des citoyens et garantir la transparence. En outre, des campagnes de sensibilisation sont organisées pour encourager une consommation responsable, en rappelant que le Ramadan est avant tout une période de spiritualité. Le ministère souhaite ainsi ramener les habitudes de consommation à des niveaux plus raisonnables. Grâce à ce dispositif coordonné et rigoureux, l'Algérie semble prête à aborder le mois de Ramadan dans les meilleures conditions possibles. De la lutte contre la spéculation à la modernisation des infrastructures, chaque aspect a été minutieusement préparé pour offrir aux citoyens une expérience sereine. Les efforts conjoints des autorités publiques, des acteurs économiques et des citoyens seront essentiels pour réussir ce défi annuel.

**L'INTRODUCTION DE LA BANQUE DE DÉVELOPPEMENT LOCAL EN BOURSE****Une opération stratégique**

Le Directeur général de la Bourse d'Alger Yazid Benmouhoub a déclaré, mercredi à Mostaganem, que l'introduction de la Banque de Développement Local (BDL) en Bourse est une opération stratégique visant à augmenter le capital de la Bourse et à renforcer son rôle en tant que l'une des solutions de financement les plus importantes pour les entreprises. Lors d'une rencontre d'information sur « l'ouverture du capital de la Banque de Développement Local », M. Benmouhoub a précisé que cette institution bancaire est la deuxième banque publique à entrer en Bourse d'Alger, après l'introduction du Crédit Populaire d'Algérie (CPA) en 2024. Cette opération permettra d'augmenter le capital de la Bourse, tout en renforçant son rôle en tant que l'une des solutions de financement cruciales pour les entreprises, a-t-il ajouté. En outre, la banque augmentera sa capacité financière et contribuera à diversifier les sources de financement de l'économie nationale, a ajouté l'intervenant, appelant les citoyens, à qui la banque a réservé une part de 40 % dans l'offre, à répondre positivement à cette opération. De son côté, le Directeur général de la Banque de Développement Local, Youcef Lalmas, a indiqué que l'opération d'ouverture du capital de la banque, qui commencera le 20 janvier et se poursuivra jusqu'au 20 février, s'inscrit « dans le cadre de la mise en œuvre des réformes structurelles du secteur financier, en se concentrant principalement sur la numérisation, le renforcement de l'innovation financière et la gouvernance ». A travers la vente de 44,2 millions d'actions, la banque vise à renforcer le crédit, à étendre l'inclusion financière dans le pays et à soutenir le rôle de l'institution dans le financement de l'économie nationale, en particulier en allouant 30 % des actions offertes aux entreprises et investisseurs institutionnels (30 % pour chaque partie), en plus de la part réservée aux citoyens, a ajouté M. Lalmas. Lors de cette rencontre, la vision stratégique de la banque a été présentée, visant à augmenter son capital de 103 milliards de DA à 147 milliards de DA, grâce à cette opération, ainsi que les performances financières, notamment les indicateurs liés à l'activité, à la rentabilité, à l'efficacité financière et à sa capacité de croissance dans les prochaines années. D'autres exposés ont également porté sur le fonctionnement de la Bourse, le cadre réglementaire et les garanties offertes aux investisseurs.

Par R. E.

## LUTTE CONTRE LA SPÉCULATION

## Nette diminution des infractions en 2024

Par M. A.

La spéculation sur les produits de consommation courante, un fléau récurrent menaçant la stabilité économique et sociale, reste une priorité pour le ministère du Commerce. Grâce à un cadre législatif renforcé et à une mobilisation accrue des services de contrôle, des résultats significatifs ont été obtenus ces dernières années, réduisant considérablement l'ampleur de ce phénomène. S'exprimant sur les ondes de la « Chaîne III » de la radio nationale, Mohamed Benzaïdi, directeur du contrôle de la qualité et de la répression des fraudes, a affirmé que les efforts déployés ont porté leurs fruits. En 2024, le nombre d'interventions de contrôle a atteint 162 000, avec seulement 36 délits constatés, contre 116 en 2023. Cette diminution de 69 % illustre l'efficacité de la loi promulguée en 2021, qui impose des sanctions sévères

aux contrevenants. En 2023, plus de 20 000 tonnes de produits alimentaires avaient été saisies, montrant l'ampleur des pratiques illicites encore présentes sur le marché. En revanche, l'amélioration notable en 2024 révèle une dissuasion accrue chez les spéculateurs. La promulgation de la loi contre la spéculation en 2021 a constitué un tournant décisif. Ce texte prévoit des peines de prison fermes et des amendes substantielles pour toute tentative de manipulation des prix ou de stockage abusif de produits essentiels. Cette réglementation stricte a été accompagnée d'un dispositif de surveillance renforcé, comprenant des agents de contrôle présents sur le terrain et des plateformes numériques permettant un suivi rigoureux de la traçabilité des produits. "Nous avons observé une nette diminution des infractions grâce à l'application stricte de la loi et à la mobilisation de nos équipes", souligne le responsable. Ce suc-

cès est également dû à une meilleure coordination entre les différents ministères, notamment ceux de l'Agriculture, de l'Industrie et de l'Intérieur. En outre, le ministère du Commerce a renforcé ses moyens humains et matériels. En 2024, plus de 2 478 000 opérations de contrôle ont été réalisées, englobant non seulement la spéculation, mais aussi des infractions liées à l'hygiène ou au défaut de facturation. Ces contrôles ont permis d'identifier 212 743 infractions, un chiffre élevé qui témoigne de l'ampleur des efforts engagés. Par ailleurs, les saisies de produits et les fermetures administratives pour non-conformité ont contribué à assainir le marché. Benzaïdi a insisté sur la nécessité d'une vigilance particulière pendant les périodes de forte consommation, comme le Ramadan, pour éviter toute tension sur les prix. Afin d'améliorer la traçabilité des produits et renforcer la transparence, le ministère mise sur la

digitalisation. Plus de 30 plateformes numériques ont été mises en place pour suivre les produits de consommation courante et détecter rapidement toute anomalie. Cette stratégie permet de compléter les efforts humains avec des outils technologiques innovants, réduisant ainsi les risques de fraude. Enfin, le ministère appelle les citoyens à jouer un rôle actif dans cette lutte. "La transparence et la confiance sont essentielles. Nous encourageons les consommateurs à signaler toute infraction et à se référer aux sources officielles pour éviter les manipulations", a déclaré Benzaïdi. Cette implication collective est cruciale pour maintenir la stabilité du marché et protéger le pouvoir d'achat des Algériens. Avec des moyens renforcés et une volonté affirmée, la lutte contre la spéculation devient une réponse efficace pour garantir une économie plus équilibrée et transparente.

## MONNAIE

## Le dollar en recul après des informations de presse sur les droits de douane américains

Le dollar est en retrait mardi après des informations de presse selon lesquelles le président élu américain Donald Trump pourrait mettre en œuvre une hausse progressive des droits de douane. Vers 20H00 GMT, la devise américaine recule de 0,52% vis-à-vis de l'euro, à 1,0298 dollar, après avoir atteint lundi un nouveau sommet depuis novembre 2022 contre la monnaie européenne, à 1,0178 dollar. Le billet vert grappille cependant 0,04% par rapport à la devise britannique, à 1,2197 dollar pour une livre, après avoir grimpé la veille jusqu'à un nouveau plus haut depuis novembre 2023 face à la livre, à 1,2100 dollar. Après plusieurs semaines de hausse du "buck", autre nom de la devise américaine, des informations de presse sur "la politique commerciale de la future administration Trump ont inversé la tendance", relèvent les analystes de Monex USA dans une note. Autre moteur du recul du billet vert, la publication de l'indice des prix à la production aux Etats-Unis (PPI), qui mesure l'inflation côté producteur. Sur un mois en décembre, les prix de gros ont progressé de 0,2%, contre 0,4% en novembre, selon cet indicateur du département du Travail.

## 3ÈME COSMETICA NORTH AFRICA - ALGERIA DU 22 AU 25 JANVIER

## Un rendez-vous incontournable pour l'industrie cosmétique

La 3ème édition du salon COSMETICA NORTH AFRICA - ALGERIA, l'événement phare de l'industrie cosmétique en Afrique du Nord, sera organisée du 22 au 25 janvier 2025 au Palais des Expositions des Pins Maritimes à Alger (Safex), annoncent les organisateurs dans un communiqué. Fort de son succès croissant, ce salon international réunit cette année 250 exposants, dont 75 entreprises étrangères représentant 16 pays tels que la Turquie, la Chine, l'Italie, ou encore les États-Unis. Sur une surface d'exposition de 15 000 m<sup>2</sup>, les participants dévoileront leurs produits, équipements et innovations, en s'adressant à un public de professionnels, de décideurs et d'amateurs éclairés. Avec plus de 25 000 visiteurs attendus, cette édition « promet d'être un carrefour stratégique pour les acteurs de ce secteur en

pleine expansion », indique la même source.

## Un espace d'innovation et de collaboration

La vocation de COSMETICA NORTH AFRICA - ALGERIA dépasse la simple exposition : il s'agit d'un lieu de rencontres et d'échanges conçu pour favoriser les collaborations internationales, stimuler les investissements étrangers et mettre en valeur le potentiel du marché algérien. Le salon mettra en lumière des thématiques variées à travers 40 conférences et 6 workshops animés par des experts de renom. Des innovations en matière de soins de la peau, maquillage, emballage ou encore conditionnement seront au cœur des discussions. Durant les quatre jours du salon, plusieurs activités seront organisées : « 1. COSMETICA Academy : Ce

programme propose des formations interactives aux professionnels pour perfectionner leurs compétences, tout en découvrant les dernières tendances du secteur. 2. Zone artisans et startups : Une vitrine unique pour 20 jeunes entreprises et créateurs locaux, mettant en avant la créativité et le savoir-faire algérien. 3. COSMETICA Shop : Un espace dédié à la présentation et à la vente de produits de productions algérienne, permettant aux visiteurs d'explorer les nouveautés du marché algérien ». Devenu en seulement trois éditions le plus grand salon cosmétique en Afrique du Nord, COSMETICA NORTH AFRICA - ALGERIA s'impose comme une plateforme essentielle pour promouvoir les marques locales à l'échelle mondiale. L'édition précédente a rassemblé plus de 135 exposants et attiré des visiteurs de toute la région.

## AIR ALGÉRIE

## Près de 8 millions de passagers transportés en 2024

La compagnie aérienne nationale "Air Algérie" a transporté près de 8 millions de passagers en 2024, soit une hausse de 10% par rapport à l'année 2023, a annoncé, mardi à Alger, le PDG de la compagnie, Hamza Benhamouda. Lors d'une conférence de presse consacrée aux résultats de la compagnie en 2024 et à ses objectifs pour

l'année en cours, M. Benhamouda, a expliqué que Air Algérie a transporté en 2024 plus de 7,9 millions de passagers, soit une hausse "notable" de 10% et qu'une augmentation de 8% dans le nombre des passagers est attendue durant l'année en cours. Ce bilan a été réalisé à travers 79.100 vols, à raison de 200 à 250 vols par jour, selon M. Benhamouda, qui a souligné que ces résultats "reflètent la confiance croissante des clients quant aux services fournis par la compagnie, et réaffirment l'engagement constant de cette dernière à répondre à leurs attentes". S'agissant du remboursement des clients détenteurs de billets non utilisés pendant la crise sanitaire "COVID-19", le PDG a

fait savoir que plus de 10.000 billets avaient été remboursés en 2024, précisant que "l'examen des dossiers concernés est toujours en cours". Evoquant les indicateurs de performance de la compagnie, le responsable a rappelé les principales distinctions remportées par la compagnie nationale en 2024, notamment le prix d'excellence décerné par l'aéroport de Dubaï et le prix de l'aéroport de Moscou pour la meilleure compagnie aérienne en termes de transport de bagages par passager, affirmant que ces prix "reflètent le début d'un changement de mentalités au sein de la compagnie, et illustrent l'importance du travail collectif et le dévouement pour offrir les meilleurs services".

## APN

## Lancement d'un concours national destiné aux élèves du cycle moyen

La Commission de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et des affaires religieuses à l'Assemblée populaire nationale (APN) lancera, jeudi, la première édition du concours des meilleurs travaux scolaires, a indiqué mardi un communiqué de l'Assemblée. La Commission de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et des affaires religieuses à l'Assemblée populaire nationale (APN) organisera, jeudi, une cérémonie à l'occasion du lancement de la première édition du concours national des meilleurs travaux scolaires, sous le thème "l'Algérie et les causes justes", et ce sous l'égide du président de l'APN, M. Brahim Bouhali. Ce concours sera organisé en collaboration avec le ministère de l'Éducation nationale avec la participation du ministère des Moudjahidine et des Ayants-droit et celui de la Culture et des Arts. Il concerne les élèves du cycle moyen qui concourront dans les domaines de la poésie, du conte, du roman, de l'inchad, du monologue et de la comédie, outre les arts plastiques et le dessin. Les participants peuvent présenter leurs travaux en langues arabe, amazighe ou anglaise. Les noms des lauréats seront connus lors d'une cérémonie qui sera organisée ultérieurement, selon la même source.

## Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Côté	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	-0,46	-1,48	8,10	7,14	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 350,00	NC	0,00	0,20	1,96	7,05	7,66	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	GPA	2 270,00	2284,00	-0,26	0,88	-0,69	11,91	5,52	1844	4 174 816,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-3,42	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-11,76	2,03	-	0	0,00

## Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية  
MINISTÈRE DU COMMERCE INTERIEUR  
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري  
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,  
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 15 جانفي 2025  
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date : 15 janvier 2025

Produits	Prix du détail <sup>1</sup> DA / Kg		أسعار التجزئة <sup>2</sup> دج / كغ		المنتجات
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	78	98	58	البطاطا
	Tomate	96	112	80	الطماطم
	Oignon sec	50	56	43	البصل الجاف
	Ail sec	487	551	422	الثوم الجاف
	Carotte	70	79	60	الجزر
	Navet	82	92	72	لفت
	Choux fleur	70	79	60	قرنبيط
	Choux	78	87	69	الكرنب
	Courgette	180	196	164	الحكوسة
	Haricot vert	311	333	289	الفاصولياء الخضراء
Laitue	101	114	88	الخس	
Fruits frais	Clémentine	120	150	111	الحكيمونتين
	Mandarine	102	135	112	المندرين
	Orange	115	140	90	البرتقال
	Citron	123	140	105	الليمون
	Pomme locale	403	509	296	التفاح المحلي
	Datte	525	661	390	التمر
Banane	407	422	392	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1761	1888	1634	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	369	381	357	الدجاج
	Œufs (Unité)	18	20	17	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	98	103	92	حليب البقر (لتر)

## ALGÉRIE-FRANCE

# De quelle aide au développement parle-t-on ?

*La partie xénophobe, chauviniste et raciste de la France appelle haut et fort à des mesures punitives contre l'Algérie. L'extrême droite française, ainsi que ceux qui se sont appropriés ses idées au sein du Gouvernement français rivalisent d'ingéniosité dans la proposition de sanctions de nature, selon eux, à amener l'Algérie à résipiscence.*

Par APS

Dans une sorte de concours Lépine à la meilleure sanction, c'est à qui proposerait la mesure la plus rude, la plus dure, la plus dissuasive et la plus spectaculaire contre notre pays. Parmi toutes ces mesures proposées, celle se rapportant à une prétendue aide au développement est incontestablement celle qui retient l'attention et mérite légitimement un traitement à part. Cette partie de la France à laquelle l'Algérie souveraine et indépendante est restée en travers de la gorge, tourmente sa conscience jours et nuits et l'empêche de dormir sur ses deux oreilles, cette partie là de la France ressasse des propos trompeurs et éculés, elle est facilement oubliée, elle les répète alors qu'elles produiront, tout naturellement et sans surprise aucune, les mêmes effets. Qu'est ce à dire ? Dans des circonstances qui rappellent à certains égards celles que vit la relation algéro-française aujourd'hui, la même France revancharde et haineuse avait proposé en 1994 de mettre fin à ce qu'elle présentait indûment comme une aide française au développement de l'Algérie. Or, cette prétendue aide n'existait que dans son imaginaire et dans sa vision fantasmée d'une Algérie toujours dépendante, mais ingrate à l'égard de la France. En réalité, il s'agissait de "crédits fournisseurs" qui aidaient les entreprises françaises à sauvegarder leur part du marché algérien et lui imposer de garder son tropisme français. L'Algérie avait alors pris les devants et annoncé, elle-même, officiellement, qu'elle renonçait définitivement à ce mécanisme de financement des exportations françaises, présenté faussement comme une aide à l'Algérie. Aujourd'hui, l'histoire se répète et avec

elle se répètent aussi les mêmes erreurs françaises du passé. Aujourd'hui, comme hier, il n'y a pas d'aide française au développement de l'Algérie. Cette aide n'existe absolument pas et n'a même pas un début de réalité dans l'économie algérienne.

Il y a dans l'économie algérienne des exportations françaises, dont le montant s'est élevé en 2023 à 3,2 milliards USD. Il y a dans l'économie algérienne des investissements français, dont le stock est de 2,5 milliards USD, loin, très loin de rivaliser avec les principaux investisseurs étrangers en Algérie, à l'image des Etats-Unis d'Amérique, de la Turquie, de l'Italie, du Qatar, du Sultanat d'Oman, de l'Egypte et de tant d'autres pays amis. Il y a, enfin, dans l'économie algérienne le bénéfice à outrance de la commande publique algérienne qui se monte à des milliards de dollars et qui a fait le bonheur de nombre d'entreprises françaises dont elle a sauvé certaines parmi les plus prestigieuses de faillites annoncées. Voilà la réalité de l'implication française dans l'économie algérienne. Voilà la réalité incontestable, irréfutable et têtue. Le reste, tout le reste, participe de la tromperie éhontée et du fantasme incorrigible.

En dehors de cela, il y a des miettes que l'on peut, très généreusement, considérer comme relevant de l'aide publique au développement. Quelle est la part réelle de ces miettes dans la relation économique algéro-française ?

Au titre de l'année 2022, les statistiques de la Commission européenne indiquent que le montant global de cette aide s'établit à près de 130 millions d'euros. On voit bien déjà qu'on est très loin du chiffre féérique de 800 millions d'euros avancé ici et là dans la nébuleuse de la droite française.

Encore, faut-il le souligner, il s'agit là de statistiques européennes consolidées sur la base d'informations provenant de la partie française. Car, du côté algérien, les estimations de la valeur des aides au développement reçues de la France n'excèdent pas le chiffre, si dérisoire, de cinq (5) millions d'euros. Et encore, ces fonds sont strictement liés à la mise en œuvre de projets de coopération bilatérale, dont l'inscription au titre de la catégorie de l'aide publique au développement est sujette à discussion et nullement acquise d'office.

Mais, il y a plus important encore, l'affectation de ces fonds et leur utilisation. Là aussi, les statistiques que nous fournit la Commission européenne sont édifiantes à plus d'un titre. En prenant toujours l'année 2022 comme année de référence, il y a lieu de constater deux données difficilement réfutables :

- La première donnée étant que 80% de la soi-disant aide annuelle fournie par la France à l'Algérie ne quitte même pas le territoire français. Cette partie, dont la valeur totale dépasse les 106 millions d'euros est affectée directement aux écoles et aux universités françaises en vue d'encourager ces établissements à accueillir des étudiants algériens. Le choix des spécialités s'opère, bien évidemment, dans le respect des priorités de la France et des besoins de son économie.

- La seconde donnée est, quant à elle, liée au fait que les 20% qui restent de cette soi-disant aide au développement de l'Algérie sont orientés vers le financement d'actions qui servent principalement les intérêts de la France en Algérie. Ces actions incluent, entre autres, la promotion de la langue et de la culture française, le soutien aux ONG françaises autorisées à opérer en Algérie, ainsi que la consolidation de la présence économique de la

France dans notre pays. Autant dire qu'il ne reste que des miettes aux secteurs techniques censés être les principaux bénéficiaires de ces programmes.

Au vu de ces données, on ne peut s'empêcher de conclure que la prétendue aide publique française au développement de l'Algérie n'est autre qu'une opération de transfert de fonds de la France, vers la France et au profit de la France. L'Etat algérien n'y gagne absolument rien, dans la mesure où il n'est associé ni à la conception de cette aide, ni à son orientation, ni encore moins à sa mise en œuvre sur le terrain.

Force est, ainsi, de constater qu'il n'y a, en réalité, pas d'aide publique française au développement de l'Algérie au sens généralement reconnu à ce terme. Il y a plutôt une grande œuvre mystificatrice visant à projeter l'image d'une France engagée dans le respect de ses obligations internationales. Il y a là, aussi, une supercherie honteuse tendant à promouvoir l'image d'une Algérie récipiendaire d'une aide française désintéressée dont elle ne peut se passer.

Et il y a là, enfin, un abus de langage visant à couvrir, plutôt mal que bien, un acharnement qui tente, en vain, de perturber la marche résolue de l'Algérie vers l'accomplissement de son destin.

Au bout du compte, on est tenté d'éviter à cette partie de la France, qui croit qu'elle a toujours quelque chose à solder avec l'Algérie, de se fatiguer dans la recherche d'un moyen pour mettre fin à la prétendue aide de la France au développement de l'Algérie. Comment l'aider, sinon en l'assurant que si cette aide existe, l'Algérie est prête à y renoncer volontiers et de bon cœur.

## INDUSTRIE

## L'importance de la valorisation des biens confisqués soulignée

Par Réda Hadi

Le dossier des biens confisqués par décisions définitives de justice dans le cadre de la lutte contre la corruption, que cela soit dans ce cadre ou pour non-respect du cahier des charges, ne s'est pas arrêté que dans le cas de la récupération de ces biens. En effet, selon des économistes eu faite de ce dossier, le plus dur reste à faire, dans le sens, où une fois ces biens récupérés, reste à les rentabiliser et les exploiter au mieux. C'est dans cet esprit que le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Sifi Grieb a souligné lors d'une visite de travail, à Adrar, sur l'importance de relancer l'activité des biens économiques récupérés pour renforcer l'économie locale. En effet, le ministre a indiqué qu'il appartient de relancer l'activité des biens écono-

miques saisis et récupérés, en vue de renforcer l'action de développement économique et sociale dans cette wilaya, et par extension donc aux autres wilayas du pays assurant de l'existence d'une forte volonté et détermination en ce sens des pouvoirs publics.

Il faut savoir que pour ce dossier, qu'entre 2022 et 2024, il a été enregistré un total de 108 actifs et biens saisis, dans le cadre des affaires de lutte contre la corruption, au profit d'entreprises publiques économiques. Plusieurs secteurs sont concernés : Industrie et la Production pharmaceutique, Tourisme, l'Énergie et Mines et Travaux publics.

Le secteur de l'industrie a bénéficié, à lui seul, du transfert de 8 actifs, en 2022, et de 34 actifs, en 2024, dans diverses filières industrielles. Certains projets étaient à l'arrêt et d'autres sont en cours de réalisation.

Lors de cette visite, Il a appelé, en outre, à promouvoir l'activité industrielle afin de concrétiser les orientations des hautes autorités du pays pour relever les défis économiques actuels, à l'échelle nationale et internationale, soulignant, à cet égard, que la récupération des biens saisis et la relance de leurs activités visent à appuyer le développement, préserver les droits des travailleurs et créer des emplois. Donnant une grande importance à ce sujet sensible, le Président Tebboune a ordonné, en 2022, la création d'une Agence nationale chargée de la récupération des biens et fonds confisqués.

Notons également qu'une instruction a été donnée à l'effet de prendre en charge, dans les plus brefs délais, les unités industrielles confisquées, en vertu de jugements définitifs.

Par ailleurs des instructions ont été don-

nées à différents groupes, dans plusieurs secteurs, pour le parachèvement des projets en cours de réalisation, la relance des projets à l'arrêt et l'exploitation des potentialités de ceux en activité. Il est utile de préciser que les travailleurs des entreprises confisquées par des décisions définitives de justice, dans le cadre de la lutte contre la corruption, seront pris en charge dans des entreprises publiques économiques. Au chapitre des projets d'investissement en suspens, la commission multisectorielle, supervisée par le ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, avait levé les obstacles pour plus de 1.200 projets économiques. Au titre de la réhabilitation des entreprises économiques concernées, que des mesures d'accompagnement exceptionnelles ont été décidées, notamment l'octroi de crédits d'exploitation et de production en 2024.

ORAN

## La réparation de la conduite d'eau Mostaganem-Arzew-Oran achevée

La réparation de la panne, survenue dimanche dernier, au niveau de la conduite d'eau MAO (Mostaganem-Arzew-Oran), a été achevée, mardi après près de 4 jours de travaux, ce qui a engendré une coupure d'eau dans toute la partie est de la wilaya, a indiqué un communiqué de la Société de l'eau et de l'assainissement d'Oran (Seor).

"Les travaux de réparation de la panne survenue au niveau de la conduite MAO ont été achevés et le remplissage de la conduite et des réservoirs a été entamé", selon le communiqué, ajoutant que l'opération de distribution sera reprise une fois le remplissage achevé.

Le wali d'Oran, Samir Chibani, avait effectué une visite sur le chantier de réparation, où il a donné des instructions d'achever les travaux le plus rapidement possible pour assurer l'approvisionnement en eau potable au niveau de la partie est de la wilaya.

TISSEMSILT

## Dégagement de la neige et réouverture des routes

Des interventions ont été effectuées, mardi dans la wilaya de Tissemsilt, où les agents du secteur des travaux publics ont procédé au dégagement de la neige sur plusieurs axes routiers et à leur réouverture pour faciliter la circulation, a indiqué le chef du service de l'exploitation et de l'entretien des infrastructures de la direction concernée, Rabah Ouabel.

M. Ouabel a souligné que les agents des travaux publics sont intervenus pour ouvrir plusieurs routes en utilisant des chasse-neiges et en épandant du sel pour faire fondre la neige accumulée, notamment sur le chemin de wilaya CW 5, entre les communes de Sidi Boutouchent et Theniet El Had, ainsi que sur la route nationale RN 14, entre les communes de Theniet El Had et Layoune, selon la même source.

Le même responsable a indiqué que la circulation a connu des perturbations, qui ont été rapidement résolues grâce à la mobilisation des équipes humaines et des

GHARDAÏA

# Sonelgaz déplore 117 agressions et vols sur ses ouvrages en 2024

Au moins 117 cas d'agressions ont été enregistrés sur les réseaux d'électricité et de gaz durant l'année 2024 dans la wilaya de Ghardaïa, a révélé mardi la cellule de communication de la direction locale de la Société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz).

Les agressions sur les ouvrages et réseaux d'électricité (83 cas) et de gaz (34 cas) entraînent des préjudices financiers pour la société, pénalisent les abonnés, et engendrent des dommages sur la qualité de service ainsi que des coupures dans la distribution, a soutenu le responsable local de la cellule de communication, Yahia Abbas. Le phénomène concerne souvent des vols de câbles, fils électriques et pièces sur les transformateurs et autres ouvrages. Il est, en outre, causé par l'exécution de travaux par des

entreprises de réalisation, a expliqué M. Abbas. Pas moins de 53 plaintes ont été déposées auprès des services judiciaires compétents contre les agresseurs durant la même année, a-t-il ajouté.

La Sonelgaz déplore le manque de coordination entre les différents services, notamment lors d'exécution de travaux sans tenir compte des plans de situation des ouvrages, et invite pour cela les entrepreneurs à se rapprocher de ses services pour éviter les dommages sur ses réseaux. Le préjudice financier causé à la

Sonelgaz s'élève à plus de 50 millions DA, représentant le montant des frais de réparation des dégâts causés aux ouvrages et conduites, fait savoir la même source. La wilaya dispose d'un réseau électrique de 5915 km (moyenne et basse tensions) et 3.190 transformateurs pour 140.114 abonnés, et d'un réseau de gaz naturel de 1.658 km avec 89.579 abonnés, donnant un taux d'électrification de 99,18% et de pénétration du gaz de 74,71%, selon des statistiques arrêtées à décembre 2024.

AÏN TEMOUCHENT

## Ouverture d'une nouvelle agence de la Banque de Développement Local (BDL) à Hammam Bouhadjar

Le secteur financier de la commune de Hammam Bouhadjar (Aïn Temouchent) a été renforcé par l'ouverture d'une nouvelle agence de la Banque de Développement Local (BDL), qui est entrée en service ce mardi. Lors de la cérémonie d'inauguration, le Directeur général de la Banque de Développement Local, Youcef Lalmas, a souligné que cette nouvelle agence s'inscrit dans le

cadre du renforcement et de l'élargissement du réseau bancaire au niveau national, visant ainsi à améliorer les services offerts aux citoyens et aux clients de la banque. M. Lalmas a également précisé que l'ouverture de cette agence à Hammam Bouhadjar vise à rapprocher davantage la banque de ses clients, dans le cadre des services de proximité que la BDL s'engage à mettre en place. Il a ajouté que cette

initiative coïncide avec l'ouverture du capital de la Banque de Développement Local à la Bourse d'Alger, ainsi que le lancement de l'opération de souscription, prévue à partir du 20 janvier prochain. De son côté, le wali d'Aïn Temouchent, M. Mabrouk Ouled-Abdennebi, a salué l'ouverture de cette agence bancaire à Hammam Bouhadjar, soulignant qu'elle contribuera également à soutenir l'effort de

développement de la région en favorisant la création de petites et moyennes entreprises et en encourageant les investissements locaux. Actuellement, la Banque de Développement Local dispose de trois agences commerciales dans la wilaya d'Aïn Temouchent, situées dans les communes de Beni Saf, Hammam Bouhadjar et au chef-lieu de wilaya, indique-t-on.

JUMELAGE INTER-HÔPITAUX

## Consultations médicales et interventions chirurgicales au profit des patients à Illizi

Des consultations et interventions chirurgicales ont été effectuées au profit des patients de la wilaya d'Illizi, dans le cadre d'un programme de jumelage entre l'Etablissement public hospitalier (EPH) "TirguiOuanetemi" d'Illizi, et le Centre hospitalo-universitaire (CHU) de Beni Messous (Alger), a-t-on appris mardi auprès des organisateurs. Le programme de cette initiative prévoit plusieurs spécialités médicales, dont l'urologie, chirurgie

ORL, maladies articulaires et ophtalmologie, en plus des interventions chirurgicales, a expliqué à l'APS le directeur de l'Etablissement public hospitalier, Ait Soura Idir. Le staff médical qui supervise cette initiative médicale est composé de neuf (9) spécialistes, sous la houlette du professeur Abbou, alors qu'une autre équipe médicale est attendue fin janvier prochain relevant du Centre hospitalo-universitaire de Tizi Ouzou, selon la même source.

L'établissement public hospitalier (EPH) d'Illizi s'emploie, dans le cadre des programmes de jumelage avec d'autres établissements hospitaliers du nord du pays, à assurer des prestations de santé selon les besoins des patients de la région. Au cours du mois de novembre dernier, 98 consultations ont été effectuées en néphrologie, et 204 autres en médecine articulaire réalisées par des spécialistes du CHU de Tizi Ouzou, a-t-on rappelé.

BOUMERDES

## Plus de 8.000 postes de formation pour la session de février 2025

Une offre globale de 8.150 postes de formation sera assurée par la direction de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya de Boumerdes au titre de la session professionnelle de février 2025, a-t-on appris, mardi, auprès de cette direction.

"Les offres de formation proposées pour la session de février prochain ont été élaborées de manière à couvrir les besoins et les spécificités de chaque région", a indiqué à l'APS, la direc-

trice locale de la formation et de l'enseignement professionnels, Saliha Manzou, en marge du suivi de l'opération des inscriptions pour la session de février qui se font en ligne sur la plateforme électronique "www.takwin.dz".

La responsable a fait part de l'affectation de plus de 2.500 postes pédagogiques, soit un taux de 69% de l'offre globale proposée, pour des formations sanctionnées par un diplôme d'Etat. En outre, près de 1.800 postes (21% de

l'offre) sont ouverts dans les spécialités du tourisme, hôtellerie et restauration, alors que 800 postes ont été destinés aux spécialités du bâtiment et des travaux publics.

A cela s'ajoute l'affectation de près de 780 postes pédagogiques (9%) à la formation dans les métiers de l'agriculture et 600 postes (5%) aux spécialités de l'électronique et de l'énergie, a-t-on ajouté, soulignant que quelque 1.400 autres postes ont été destinés aux femmes au foyer, 600 postes aux bénéficiaires de l'allocation de chômage et 160 à la formation-passerelles.

Les stagiaires de la session de février bénéficieront de formations dans 21 filières professionnelles et 196 spécialités, a ajouté la même responsable. Le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels à Boumerdes compte 48 établissements de formation, dont quatre (4) instituts nationaux spécialisés en formation résidentielle et 19 centres de formation professionnelle et d'apprentissage.

# Croyances, force et pertinence

La croyance dans une croissance permanente relève des croyances de la civilisation thermo-industrielle. Il est très difficile de se défaire des habitudes qui lui sont associées. On peut soutenir que seuls des chocs extérieurs répétés affectant sérieusement leur reproduction peuvent les faire perdre.

4<sup>e</sup> partie et fin



PAR DERGUINI Arezki (\*)

**E**lle s'enracine moins dans les libertés individuelles et elle peine à les convertir en pouvoir de tous les citoyens. Selon cette interprétation de la crise de la démocratie libérale[4], l'individuel a poussé trop loin le déséquilibre de son rapport au collectif. L'individuel a du mal à faire collectif. Alors qu'il s'agissait dans le passé de desserrer l'emprise du collectif sur l'individuel, il s'agit maintenant de « redonner à l'individuel la puissance du collectif ». Il faut que l'individuel fasse du collectif et inversement. Ce qui n'est pas le cas pour les régimes autoritaires et les démocraties libérales actuelles. Comme pour les sociétés autoritaires qui définissent l'individu à partir du groupe, la crise est dans leur incapacité à effectuer le principe qu'elles se sont donné. Dans les deux cas, la crise est le résultat d'une boucle qui ne se boucle plus : l'individu ne fait plus collectif pour les démocraties libérales, les droits individuels ne permettent plus de faire société ; le collectif ne fait plus l'individu, les droits sociaux ne permettent plus de faire société, pour les régimes autoritaires.

## Richesse et pauvreté

Les sociétés qui tiendront mieux la route dans le cours des choses marqué par la crise de la civilisation thermo-industrielle sont celles qui sauront accorder droits individuels et droits sociaux, services marchands et services non marchands. Ce seront celles qui sauront rendre l'économie à la société, remettre la compétition dans la solidarité. Ce seront celles qui perdront le moins d'argent et non celles qui en gagneront le plus. La fiction du marché a créé l'illusion qu'il pouvait « comprendre » la société, cela a conduit à la destruction de

la dimension non marchande des rapports sociaux. S'est inversé le rapport d'intériorité de la société et du marché : de la marge de la société, le marché a gagné son centre avec l'ambition de l'englober. Le marché a été soustrait à l'influence de la société, on lui a donné ses propres règles, il s'est extériorisé, puis a intériorisé la société, la soumettant à ses propres règles. Les individus « libres », c'est-à-dire étrangers ne se devant rien, construisent une société basée sur la coopération et la compétition des intérêts individuels. Les sciences feront de cette coopération leur souci majeur, qui dira domination, qui dira intégration, etc..

Dans un jeu mondial à somme nulle, les sociétés qui gagneront le plus d'argent en feront perdre l'équivalent à d'autres. Dans un jeu à somme négatif, celles qui en gagneront en feront perdre à d'autres plus qu'elles ne gagnent. C'est à qui pompera le plus chez le voisin, tous types de capitaux pour les plus puissants. Car les sociétés qui continuent à gagner de l'argent ne font que reporter la crise. Tout dépend de l'usage du temps qu'elles auront gagné. Quant à celles qui en perdent le plus, tout dépend de la façon dont elles et le monde prendront la crise. La reconstruction de la Syrie par exemple peut être une occasion de reconstruction du monde par les marges. Un test donc pour le monde et pas seulement pour la Syrie : sur quelles bases la reconstruire, comment répondre à ses besoins élémentaires ? Les anciennes bases de la civilisation thermo-industrielle ou les bases d'une nouvelle civilisation ? Il y a là pour la Chine, par exemple, une occasion pour illustrer sa capacité d'innovation.

## Régime politique et bonne politique

Pour finir, il importe de ne pas confondre le régime politique avec la bonne politique, le premier n'est que l'instru-

ment de la seconde. Instrument ou ressource d'une politique qui évolue avec son contexte. Un contexte qui évolue avec ses politiques. Une politique peut mener un régime dans une direction démocratique ou une direction autoritaire. La bonne politique est la politique concluante et la politique concluante est celle qui réussit à différencier correctement le collectif et l'individuel sans les désunir, à faire dériver le collectif de l'individuel et l'individuel du collectif. Cela doit passer l'un dans l'autre en variant selon le contexte. La démocratie doit fabriquer du consentement dans le dissentiment. Si elle ne l'obtient pas, elle s'expose à l'illibéralisme et à un éventuel régime autoritaire. Consensus et dissentiment ne vont pas l'un sans l'autre, mais l'un avec l'autre, l'un vers l'autre. C'est le dissentiment qui donne vie au consensus et c'est le consensus qui garde la vie au dissentiment. La démocratie, qui du dissentiment ne peut pas fabriquer du consensus, peut se transformer en régime autoritaire, et le régime autoritaire qui du dissentiment peut fabriquer du consensus, peut se transformer en démocratie. Le régime autoritaire est une déclinaison occidentale dans les sociétés non occidentales, il n'est pas de la nature barbare d'une société, mais d'un fonctionnement contradictoire antagonique entre l'individuel et le collectif, le consensus et le dissentiment. Déclinaison occidentale, car concevant la société comme une société atomisée organisée par le haut et par une classe dominante réussissant à faire appel à l'autodétermination individuelle. Ce cas de figure n'est pas celui des sociétés postcoloniales. La bonne politique fait la bonne société où jouent convenablement l'individuel dans le collectif et le collectif dans l'individuel. S'agentent convenablement l'individuel et le collectif, créant une dynamique vertueuse où ils se renforcent mutuellement. La manière de s'agenter, de faire société, dépend de

chaque société, de l'expérience historique que chaque société a du cours du monde.

En guise de conclusion. Une société charrie tout au long de son histoire de bonnes et de mauvaises dispositions, de fausses et de vraies croyances. Le colonialisme a activé les dispositions qui confortait sa domination et la dispersion sociale, il a semé des croyances qui se prenant pour universelles ont écrasés les expériences sociales. Les bonnes dispositions et les bonnes croyances sont restées en latence, par la marge et l'expérimentation, elles peuvent être activées et mises à jour. Il est fort probable que les temps qui viennent, à Dieu ne plaise, amènent une troisième guerre mondiale. Les sociétés qui ne seront pas armées de croyances fermes plongeront dans la tourmente.

(\*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif et ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaia.

[1] [https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/12/27/daron-acemoglu-prix-nobel-d-economie-2024-le-monde-doit-uvrer-pour-une-ia-au-service-de-l-etre-humain\\_6469703\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/12/27/daron-acemoglu-prix-nobel-d-economie-2024-le-monde-doit-uvrer-pour-une-ia-au-service-de-l-etre-humain_6469703_3232.html)

[2] Celui occidental. <https://enseignants.lumni.fr/fiche-media/00000001153/fernand-braudel-et-les-differents-temps-de-l-histoire.html>

[3] Voir Eugénie Mérieau dans l'introduction de son livre : Géopolitique de l'état d'exception : Les mondialisations de l'état d'urgence. Le cavalier bleu. 2024

[4] Marcel Gauchet. Le nœud démocratique. Aux origines de la crise néolibérale. Gallimard. 2014

## GRÂCE À UN PROTOCOLE D'ACCORD STRATÉGIQUE L'Arabie saoudite et le Japon renforcent leurs liens en matière d'investissement

L'Autorité saoudienne de promotion des investissements a signé lundi un protocole d'accord avec la banque japonaise Mizuho Bank Ltd. visant à accroître les opportunités d'investissement entre les deux pays. Il a été signé par Ibrahim bin Yousef Al-Mubarak, ministre adjoint de l'investissement, et Masahiko Kato, le PDG de la banque.

Selon l'agence de presse saoudienne, cet accord permettra à l'Autorité saoudienne de promotion des investissements de fournir son expertise et ses informations afin d'aider les entreprises japonaises intéressées par les investissements dans le Royaume.

Ce mémorandum s'inscrit dans le cadre de la Vision 2030, qui vise à diversifier l'économie nationale en attirant les investissements étrangers, en soutenant les partenariats économiques avec les entreprises internationales, en renforçant les relations bilatérales en matière d'investissement et les partenariats à long terme, et en ouvrant de nouveaux domaines de coopération dans les domaines de l'investissement et de l'économie.

Dimanche, le Conseil d'affaires conjoint saoudo-japonais s'est réuni à Riyad en présence du ministre de l'Investissement, Khalid Al-Falih, et du ministre japonais de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie, MutoYoji.

Plus de 80 représentants d'entreprises et d'entités des deux pays ont assisté à la réunion. La délégation japonaise comprenait des représentants d'entreprises industrielles et commerciales, ainsi que d'institutions financières spécialisées dans les technologies modernes et intéressées par le marché saoudien.

## EMIRATS ARABES UNIS

# Semaine d'Abou Dhabi pour le développement durable 2025

Sous le patronage de Son Altesse Cheikh Mohamed bin Zayed Al Nahyan, président des Émirats arabes unis, Masdar, la société émiratie spécialisée dans les énergies renouvelables, a organisé la semaine d'Abou Dhabi pour le développement durable 2025 du 12 au 18 janvier à Abou Dhabi.

Cet événement a réuni des dirigeants et des experts mondiaux pour accélérer les efforts en faveur du développement économique et social durable. Thème : "Intégration des secteurs pour un avenir durable". Placée sous le thème "Intégration des secteurs pour un avenir durable", cette édition vise à renforcer le dialogue entre décideurs, chefs d'entreprise et société civile. L'objectif est de proposer des pistes concrètes pour accélérer la transition vers une économie durable et amorcer une nouvelle phase de croissance inclusive.

L'événement met en lumière l'importance de la synergie entre les technologies avancées, notamment l'intelligence artificielle, le secteur de l'énergie et les expertises humaines, pour favoriser le développement durable. Les opportunités liées à cette transition économique, estimées à plus de 10 000 milliards de dollars, seront également explorées.

Encourager des solutions concrètes  
Selon le Dr Sultan Ahmed Al Jaber, ministre de l'Industrie et des Technologies avancées et président du conseil d'administration de Masdar, "La semaine d'Abou Dhabi pour le développement durable 2025 offre une plateforme unique pour rassembler des leaders mondiaux, promouvoir des solutions intégrées

et construire un avenir durable pour tous." Le ministre a identifié trois grandes tendances façonnant l'avenir mondial : l'essor des marchés émergents, la transformation énergétique et le développement de l'intelligence artificielle. Ces évolutions offrent des opportunités inédites pour un développement économique, social et environnemental harmonieux. Il a également souligné l'importance de transformer les idées et politiques discutées lors de cet événement en actions concrètes pour garantir leur impact durable.

Un rendez-vous mondial pour la durabilité  
La semaine d'Abou Dhabi pour le développement durable 2025 réunira de nombreux partenaires de renom, notamment ADNOC, Mubadala, DEWA, TotalEnergies, Huawei, HSBC et bien d'autres. Depuis plus de 15 ans, cet événement s'impose comme une plateforme mondiale de premier plan pour renforcer la coopération, relever les défis planétaires et accélérer les progrès vers les objectifs de durabilité.

Programme riche et varié  
L'événement débutera par l'assemblée générale annuelle de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) les 12 et 13 janvier. Le 14 janvier, le coup d'envoi officiel sera donné au Centre national des expositions

d'Abou Dhabi (ADNEC). Parmi les moments forts figurent le Sommet de la semaine d'Abou Dhabi pour le développement durable et le Sommet de l'hydrogène vert, réunissant des experts mondiaux pour promouvoir les partenariats et les opportunités d'investissement. Le Sommet mondial des énergies futures, partie intégrante de l'événement, comprendra un Centre d'innovation où plus de 55 start-ups et innovateurs présenteront leurs technologies et solutions.

Participation des jeunes et des femmes  
Un forum dédié aux jeunes, rassemblant 3 500 participants, se tiendra en parallèle pour encourager l'innovation et préparer la future génération de leaders climatiques. Le Forum des femmes pour la durabilité, l'environnement et les énergies renouvelables poursuivra ses efforts pour intégrer les femmes dans les discussions sur la durabilité.

Enfin, le Prix Zayed pour la durabilité, qui célèbre les initiatives innovantes répondant aux défis mondiaux, organisera son gala annuel le 14 janvier.

Depuis sa création, ce prix a récompensé 117 lauréats, impactant positivement plus de 384 millions de vies à travers le monde grâce à des solutions durables dans l'énergie, l'eau, l'alimentation et la santé.

## TUNISIE

### Le PIB devrait atteindre 1,5% en 2025

La croissance du produit intérieur brut (PIB) de la Tunisie devrait atteindre 1,5% en 2025 et 1,9% en 2026, révèle un nouveau rapport des Nations Unies. Intitulé « Situation et perspectives de l'économie mondiale 2025 », le rapport onusien prévoit, également, que l'inflation en Tunisie devrait baisser pour se situer à 6,9% en 2025 et 6,6% en 2026, contre 7,2% en 2024.

De manière générale, la croissance économique mondiale devrait se maintenir à 2,8% en

2025, comme en 2024.

« Si l'économie mondiale a fait preuve de résilience en résistant à une série de bouleversements qui se renforcent mutuellement, la croissance reste inférieure à la moyenne de 3,2% avant pandémie, en raison du manque d'investissement, de la faible croissance de la productivité et des niveaux d'endettement élevés » a encore noté le rapport. L'inflation mondiale devrait baisser de 4% en 2024 à 3,4% en 2025, ce qui devrait soulager les ménages et les entreprises. Les principales banques centrales

devraient continuer à réduire leurs taux d'intérêt en 2025 à mesure que les pressions inflationnistes continueront de s'atténuer. Si elle continuera de ralentir, l'inflation dans de nombreux pays en développement devrait rester supérieure aux moyennes historiques récentes, et un pays sur cinq devrait enregistrer des pourcentages à deux chiffres en 2025.

Le rapport a souligné, ainsi, que la baisse de l'inflation et l'assouplissement monétaire dont bénéficient actuellement de nombreuses économies pourraient

donner un léger coup de pouce à l'activité économique mondiale en 2025. Cependant, l'incertitude demeure, avec des risques liés aux conflits géopolitiques, aux tensions commerciales croissantes et aux coûts d'emprunt élevés dans de nombreuses régions du monde. Ces défis sont particulièrement lourds pour les pays à faible revenu et les pays vulnérables, où une croissance insuffisante et fragile menace de compromettre encore davantage la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).

## MAURITANIE-SÉNÉGAL

### Signature d'un accord sur les règles et mécanismes relatifs au contenu local du gaz

Le ministre de l'Énergie et du Pétrole, M. Mohamed Ould Mohamed Melanine Ould Khaled et son homologue sénégalais, M. Birame Souleye Diop, ont signé, lundi à Nouakchott, un accord sur la mise en place des règles et mécanismes relatifs au contenu local dans le secteur du gaz, notamment Grande Tortue Ahmeyim (GTA).

Cet accord vise à accroître la valeur ajoutée locale et à créer des opportunités d'emplois locaux dans le domaine de l'expertise locale, des biens et services liés à l'industrie pétrolière

et gazière, à développer une main d'œuvre locale qualifiée et compétitive, et à développer les capacités nationales dans l'industrie pétrolière et gazière à travers la formation, le transfert de technologies et de connaissances, la recherche et le développement.

La signature de cet accord intervient dans le cadre de la visite du Premier ministre sénégalais Ousmane Sonko en Mauritanie, dans le but de consolider les procédures et de renforcer la coopération entre les deux pays frères dans tous les domaines.

Prenant la parole à cette occasion, le ministre de l'Énergie et du Pétrole a souhaité la bienvenue à son homologue sénégalais et à la délégation qui l'accompagne, se félicitant des relations de coopération fructueuses entre les deux pays frères et de la nécessité de les consolider et de les renforcer.

Il a ajouté que la réunion d'aujourd'hui revêt une importance particulière car elle intervient dans une période historique caractérisée par l'adhésion des deux pays au club des pays producteurs de gaz, et vient cou-

ronner plusieurs années d'efforts et de coordination étroite entre les deux parties.

Il a salué le soutien apporté par les hautes autorités des deux pays frères sous la conduite de Leurs Excellences le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani et le Président de la République du Sénégal, Monsieur Bassirou Diomaye Faye, et leur volonté de promouvoir un cadre participatif qui soutient le dynamisme des économies des deux pays pour un avenir commun qui répond à leurs besoins.

## AFRIQUE

# Le ratio moyen dette publique-PIB devrait tomber à 64,3% en 2025

Alors que les stocks de la dette extérieure de l'Afrique ont atteint 1 150 milliards \$, le rapport souligne que la charge d'intérêts représente plus de 25% des recettes publiques dans six pays africains, dont l'Égypte, le Nigeria et l'Angola.

Le ratio moyen dette publique-PIB en Afrique devrait poursuivre sa tendance baissière amorcée ces dernières années pour se situer à 64,3% en 2025 contre 67,5% en 2024 et 68,9% en 2023, grâce notamment à des efforts continus d'assainissement budgétaire, selon un rapport publié le jeudi 9 janvier 2025 par les Nations Unies.

Intitulé « World Economic Situation and Prospects 2025 », le rapport indique que les stocks globaux de la dette extérieure du continent se sont établis à 1 150 milliards de dollars, tandis que le coût du service de la dette a culminé à 163 milliards de dollars en 2024.

Les paiements d'intérêts représentent une part importante des recettes publiques de nombreux pays africains. Ces paiements ont, par exemple, représenté plus de 70% des recettes publiques en 2024 et plus de 25% en Angola, au Ghana, au Kenya, au Malawi, et au Nigeria.

En outre, la dette intérieure a suivi une trajectoire ascendante sur l'ensemble du conti-

nent ces dernières années, alors que le déficit budgétaire moyen pondéré est resté stable en 2023 et en 2024, à 5,5% du PIB.

Dans ce contexte, une crise de la dette reste un risque majeur pour les perspectives de développement durable en Afrique, même si plusieurs processus de restructuration de la dette sont actuellement en cours. La Zambie, qui a été le premier pays africain à faire défaut sur le paiement de sa dette extérieure en 2020, a finalement conclu un accord avec ses créanciers sur la restructuration de la dette à la mi-2024, marquant la fin d'un long processus qui a duré trois ans et demi. Le Ghana a également progressé dans ses négociations sur la dette, ses créanciers ayant déjà accepté des réductions globales de 13 milliards de dollars. Entre-temps, l'Éthiopie a engagé des négociations avec ses créanciers au titre du Cadre commun du G20 sur la restructuration de la dette, tandis que le Malawi cherche à conclure des accords avec ces créanciers en dehors de cette initiative d'allègement de la dette des pays à faible revenu.

## Une croissance économique plus forte, mais des défis persistants

La Somalie est dans une bien meilleure position puisqu'elle a obtenu une réduction de dette irrévocable de 4,5 milliards de dollars auprès des créanciers internationaux au titre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE), ce qui a permis de ramener le ratio dette publique-PIB du pays à 6%.

Malgré ces divers processus d'allègement de la dette, le chemin vers la viabilité budgétaire reste difficile sur le continent, comme en témoignent les tensions sociales suscitées par les réformes fiscales au Kenya et la suppression des subventions aux carburants au Nigeria.

Le rapport souligne par ailleurs que la croissance économique en Afrique devrait augmenter légèrement pour passer de 3,4% en 2024 à 3,7% en 2025 et 4% en 2026, grâce notamment à la reprise de certaines grandes économies comme l'Égypte, le Nigeria et l'Afrique du Sud.

## POUR LE PLAN AZOBÉ 2025-2027

### La BDEAC lèvera 200 milliards FCFA en titres de créances

Ces fonds devraient permettre de financer des projets de développement dans la Cemac. L'institution a approuvé, fin décembre 2024, un financement de 125 milliards FCFA pour stimuler le développement dans des 6 pays de la communauté. Pour la période 2025-2027, la Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC) prévoit de lever 200 milliards FCFA (311 millions \$) en titres de créances négociables (TCN) sur le marché de la Banque

des États de l'Afrique centrale (BEAC), l'institution monétaire commune aux six pays de la Cemac (Cameroun, Congo, Gabon, Tchad, RCA et Guinée équatoriale).

Approuvés lors du conseil d'administration de l'institution le lundi 23 décembre 2024, ces fonds seront mobilisés dans le cadre du plan stratégique Azobé 2025-2027, visant à renforcer le financement des projets de développement dans la zone Cemac et nécessitant un investissement substantiel.

Ce plan permettra à la BDEAC de financer divers projets dans les secteurs de l'agro-industrie, du tourisme et de la finance, afin de contribuer au développement des pays de la zone.

Avec ce programme, la banque se fixe un nouvel objectif de levée de fonds, bien qu'elle n'ait pas encore finalisé la mobilisation des 100 milliards FCFA prévus pour 2024, dont seulement 50 milliards FCFA ont été émis à ce jour. Cet emprunt obligataire à tranches multiples avait été émis au mois de

mars 2024. Cependant, la BDEAC n'a réussi à mobiliser les fonds qu'après avoir prolongé d'un mois le délai de souscription, en raison des difficultés rencontrées pour réunir l'enveloppe requise, dans un contexte de durcissement de la politique monétaire de la Banque centrale des pays de la Cemac. Rappelons que fin 2024, le conseil d'administration de la BDEAC a approuvé un financement de 125 milliards FCFA pour stimuler le développement dans des 6 pays de la communauté.

## ZIMBABWE

### Hausse de 13 % des recettes d'exportations de tabac en 2024

Le Zimbabwe est le premier producteur et exportateur africain de tabac. La filière qui est également l'une des principales sources de recettes agricoles du pays poursuit sa croissance sur le segment des exportations en 2024. Au Zimbabwe, les expéditions de tabac ont généré 1,38 milliard \$ de recettes en 2024, soit une hausse de 12,7 % par rapport à l'enveloppe de 1,23 milliard \$ engrangée un an plus tôt. C'est ce qu'a révélé Chelesani Tsarwe, chargée des affaires publiques au sein du Conseil de l'industrie et de la commercialisation du tabac (TIMB) dans des propos rapportés le jeudi 9 janvier dernier par le média

local The Business Times.

Il s'agit de la deuxième année consécutive où les recettes de la filière zimbabwéenne dépassent le seuil du milliard \$ sur le marché international. Pour expliquer cette performance, Tsarwe met en avant une légère augmentation du volume des exportations qui a grimpé de 3,3 % d'une année sur l'autre pour s'établir à plus de 243 356 tonnes.

À cela s'ajoute, d'après la responsable, une augmentation des prix sur le marché international, notamment en raison d'une pénurie mondiale de tabac, aggravée par les sécheresses induites par le phénomène climatique El Niño et cou-

plée à une demande croissante de la matière première. Dans son rapport CommodityMarkets Outlook 2024 publié le mardi 29 octobre dernier, la Banque Mondiale avait d'ailleurs prévu une hausse des prix du tabac de 6,65 % d'une année sur l'autre, atteignant en moyenne 5 360 \$ la tonne, sur l'ensemble de l'année 2024. En ce qui concerne les débouchés, le tabac zimbabwéen a été expédié dans 52 pays à travers le monde. D'après les données du TIMB, la majorité des exportations de la filière est destinée aux marchés d'Extrême-Orient et du Moyen-Orient, en l'occurrence, la Chine, la Corée du Sud et l'Iran.

## RWANDA

### Le pays a presque doublé ses recettes d'exportations de fruits en 2023/2024

Au Rwanda, l'industrie fruiticole constitue l'une des principales sources de recettes d'exportation du secteur agricole avec les légumes, le café, le thé et le pyrèthre. La filière confirme sa bonne forme en 2023/2024 en établissant un nouveau record.

Au Rwanda, les recettes d'exportations de fruits ont augmenté de 82,5 % pour atteindre plus de 34,7 millions \$ en 2023/2024, ce qui représente près du double de l'enveloppe de 19 millions \$ engrangée un an plus tôt. C'est ce qu'indique l'Institut national de la statistique du Rwanda (NISR), dans son rapport annuel Statistical Yearbook publié le 31 décembre dernier.

Cette embellie confirme la dynamique de croissance des exportations de l'industrie fruiticole sur les 5 dernières campagnes de commercialisation. Les données compilées par le NISR révèlent que les recettes ont ainsi augmenté de 41,97 % en moyenne par an depuis la campagne 2019/2020 où l'enveloppe engrangée s'affichait à près de 8,6 millions \$.

Dans des propos rapportés par le quotidien local The News Times le 14 janvier, Jean Bosco Mulindi, directeur de la division des produits émergents au sein de l'Office national des exportations agricoles (NAEB), attribue la percée de 2023/2024 à l'entrée en production de nouvelles plantations d'arbres fruitiers et à la diversification des marchés, notamment vers l'Union européenne qui offre des prix plus élevés.

« La demande de fruits rwandais augmente, tout comme le nombre d'exportateurs, année après année. Elle porte principalement sur les avocats frais, les noix de macadamia, les fruits de la passion, les fraises fraîches », souligne le responsable.

Principale contributrice aux exportations de fruits au Rwanda et comptant pour plus de 30 % des recettes engrangées, la filière avocat a encore amélioré ses performances en 2023/2024. Sur cette période, les recettes d'exportations générées par le fruit ont augmenté de près de 74 % s'élevant à plus de 11 millions \$, selon les données du NISR.

## POINT-MARCHÉS

# Les Bourses mondiales dans l'attente de l'inflation américaine

Les marchés boursiers mondiaux restent globalement en retrait mardi, à la veille de la publication de l'indice des prix à la consommation aux Etats-Unis pour décembre, dans un contexte de craintes croissantes d'un rebond de l'inflation.

En Europe, Paris a terminé en hausse de 0,20%, Francfort 0,69% et Milan 0,93%. Londres, seule grande Bourse du continent dans le rouge, a reculé de 0,28%. A Wall Street, vers 16H50 GMT, le Dow Jones perdait 0,17%, l'indice Nasdaq 0,44% et l'indice élargi S&P 500 0,33%. Les investisseurs craignent depuis plusieurs jours un rebond de l'inflation dans la première économie mondiale, ce qui pousserait la Réserve fédérale (Fed) à donner un coup de frein à sa politique d'assouplissement monétaire. Cette humeur pessimiste a freiné les Bourses ces derniers jours, et fait s'envoler les taux d'intérêt des emprunts d'Etats sur les marchés obligataires. Dans ce contexte, vers 16H50 GMT, le taux d'intérêt américain à 2 ans, le plus sensible à la politique monétaire, se détendait quelque peu à 4,36%, contre 4,38% lundi en clôture, et le rendement à 10 ans atteignait 4,79%, en légère hausse (+0,01 point) Le taux allemand à dix ans, référence en Europe, atteignait 2,64%, contre 2,61% la veille. Les investisseurs ont eu un avant goût de l'inflation mardi, avec la publi-



cation de l'indice des prix à la production aux Etats-Unis, qui a connu une hausse de 3,3% sur un an en décembre, un peu moins que les 3,5% anticipés par le consensus d'analystes cité par Bloomberg. Cet indicateur a été bien

reçu en début d'après-midi, provoquant une hausse des principaux indices boursiers, avant que les marchés ne cèdent à nouveau à l'attentisme. En Europe particulièrement, les marchés ont été soulagés par des informations de l'agence Bloomberg selon lesquelles l'équipe économique du président élu Donald Trump envisagerait d'augmenter très progressivement les droits de douane mois après mois, comme levier de négociations. Lors de la campagne présidentielle américaine, M. Trump indiquait vouloir imposer 10 à 20% de

droits de douane sur l'ensemble des produits entrants aux Etats-Unis, et même jusqu'à 60% voire 100% sur ceux venant de Chine. Vers 16H50 GMT, le prix du baril de Brent de la mer du Nord lâchait 1,13% à 80,09 dollars, et celui de son équivalent américain, le WTI, cédait 1,48% à 77,65 dollars. Sur le marché des changes, le dollar décollait aussi après une récente ascension. Il reculait de 0,43% face à la monnaie unique, à 1,0289 dollar pour un euro. Le bitcoin prenait 1,28% à 95.381 dollars.

## Wall Street termine en ordre dispersé

La Bourse de New York a clôturé en ordre dispersé mardi, les investisseurs ayant digéré l'indice des prix à la production aux Etats-Unis, avant de tourner leur attention vers la publication des prix à la consommation mercredi. Le Dow Jones a avancé de 0,52%, l'indice Nasdaq a abandonné 0,23% et l'indice élargi S&P 500 a gagné 0,11%. En début de séance, les investisseurs ont plutôt bien accueilli la publication de l'indice des prix à la production aux Etats-Unis (PPI), qui mesure l'inflation côté producteur. Sur un mois en décembre, les prix de gros ont progressé de 0,2%, contre 0,4% en novembre, selon cet indicateur du départ-

tement du Travail. Ce ralentissement n'était pas attendu par les analystes, qui tablaient plutôt sur une hausse de 0,4%, selon le consensus publié par Market-Watch. Mardi, les investisseurs ont aussi digéré des informations de presse selon lesquelles l'équipe économique de Donald Trump envisagerait d'augmenter progressivement les droits de douane mois après mois, comme levier de négociations, ce qui pourrait limiter leur impact inflationniste. Sur le marché obligataire, le rendement des emprunts d'Etat américain à dix ans s'établissait à 4,79%, contre 4,78% la veille en clôture.

## COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 13 Janvier 2025 Valeur : 15 Janvier 2025				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	136.1085	136.1235
1	EUR	EURO	139.3751	139.4177
1	GBP	POUND STERLING	165.2805	165.3791
100	JPY	JAPANESE YEN	86.4785	86.4935
1	CNY	CHINESE YUAN	18.5639	18.5662
1	CHF	SWISS FRANC	148.4766	148.5740
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	94.3102	94.3402
1	DKK	DANISH KRONE	18.6445	18.6483
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.0993	12.1038
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	11.8608	11.8677
1	AED	UAE DIRHAM	37.0535	37.0636
1	SAR	SAUDI RIYAL	36.2569	36.2648
1	KWD	KUWAITI DINAR	440.6232	440.9572
1	TND	TUNISIAN DINAR	41.9233	42.3447
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.5166	13.5181
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.3987	27.5392
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.4199	3.4305
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	176.5800	176.5800

## PARIS

## Globalement stable avant plusieurs catalyseurs

La bourse de Paris grappille 0,1%, autour des 7435 pts, partagée entre les hausses de Bureau Veritas (+3,6%) et Société Générale (+1,7%) et le repli du luxe (-1% pour LVMH, -0,8% pour Hermès). Les investisseurs ont pris connaissance ce matin de données concernant l'inflation en France. Sur un an, les prix à la consommation dans l'Hexagone ont augmenté de 1,3% en décembre 2024, un taux annuel stable par rapport à celui de novembre, conformément à l'estimation provisoire publiée la semaine dernière par l'Insee. Les marchés anticipent une seconde partie de semaine effrénée entre vague de publications de résultats et agenda macroéconomique intense. Pour rappel, les marchés d'ac-

tions mondiaux évoluent sans direction claire depuis le début de l'année, freinés par les incertitudes entourant l'évolution de la politique monétaire de la Fed et le programme que prévoit d'adopter Donald Trump, le prochain président américain, sur les questions commerciales. Les intervenants n'ont pourtant pas semblé rassurés, hier, par des informations selon lesquelles les équipes de l'homme d'affaires new-yorkais prépareraient un plan de hausse 'graduelle' des droits de douane. La séance qui commence pourrait leur permettre de remettre leurs idées en place, grâce notamment aux résultats de 4ème trimestre des grandes banques américaines Citi, JPMorgan, Goldman Sachs et Wells Fargo attendus à l'heure du déjeuner.

Ces publications vont donner aux investisseurs la possibilité de se faire une idée plus précise sur l'état actuel de la conjoncture aux Etats-Unis, sur la vigueur de la consommation et les perspectives économiques du pays. Les marchés attendent aussi une série d'indicateurs sur l'inflation, avec en point d'orgue les chiffres des prix à la consommation outre-Atlantique pour le mois de décembre, attendus à 14h30. Les investisseurs étudieront de près ces statistiques, peut-être déterminantes pour l'évolution de la politique monétaire de la Réserve fédérale au cours des mois qui viennent. Très suivis ces derniers temps, les rendements obligataires de référence évoluent de manière contrastée, le dix ans américain se tassant en direction de 4,76%

tandis que son équivalent allemand se détend vers 2,60%. Celui des OAT françaises se détend vers 3,44% après un discours de politique générale de François Bayrou qui n'a pas soulevé de tollé dans l'opposition, ce qui laisse espérer que son gouvernement pourrait échapper à la censure. Conséquence, le 'spread' France/Allemagne se réduit autour de 84 points. Sous les feux de la rampe depuis une semaine, le rendement des 'Gilts' britanniques à dix ans avance encore de 0,6 point pour s'établir à 4,96%, tout en parvenant à demeurer sous la barre symbolique des 5%. A Londres, le baril de Brent cède 0,7%, et s'échange autour des 79,8\$. Dans l'actualité des sociétés françaises, Esker revendique la

meilleure année de son histoire avec un chiffre d'affaires pour l'ensemble de l'exercice 2024 de 205,3 millions d'euros, en croissance de 15% à taux de change constant comme en données publiées. Au titre de l'accord-cadre signé avec TenneT en mai 2023, et faisant suite aux premiers contrats annoncés en mars 2024 pour les liaisons BalWin3 et LanWin4, Nexans indique avoir remporté le contrat pour le projet LanWin2, d'une valeur d'un milliard d'euros. Volitalia annonce le début de la construction du projet solaire Los Venados, d'une capacité totale de 19,7 mégawatts, dans la région de Tolima. Premier projet du groupe en Colombie, sa mise en service est prévue pour le premier trimestre 2026.

## SURTOURISME AU JAPON

# Lassée par les incivilités, Kyoto relève fortement sa taxe de séjour

La grande ville japonaise doit gérer des touristes de plus en plus nombreux et aux comportements parfois inappropriés vis-à-vis des geishas.

Leurion historique du Japon frappé par une fréquentation de masse et une recrudescence de visiteurs sans-gêne, Kyoto a annoncé mardi un relèvement massif de sa taxe de séjour, graduée en fonction du prix des hébergements, afin de promouvoir un "tourisme durable". La mesure, qui doit être approuvée par l'assemblée municipale, s'appliquera à partir de mars 2026. Venise, Barcelone, les plages thaïlandaises de Maya Bay ou le MachuPicchupéruvien: comme ces lieux stars du tourisme mondial, Kyoto subit un afflux croissant de visiteurs qui met à rude épreuve ses infrastructures. Le nombre de touristes étrangers au Japon a été multiplié par cinq entre 2012 et 2020, avant de gonfler de plus belle après la fin des restrictions liées au Covid. Il pourrait avoir atteint en 2024 le niveau record de 35 millions de personnes, notamment atti-

rées par l'affaiblissement du yen.

## Taxe doublée pour les hôtels les moins chers

Cette fréquentation suscite de vives frictions dans l'ex-capitale impériale Kyoto, connue pour ses temples bouddhistes séculaires et ses ruelles traditionnelles. Outre l'engorgement de la circulation, les habitants déplorent le comportement de touristes s'aventurant dans les allées privées et importunant les geishas en kimono pour alimenter en photos leurs réseaux sociaux. "Nous avons l'intention d'augmenter la taxe de séjour afin de parvenir à un 'tourisme durable' apportant un niveau élevé de satisfaction aux citoyens, touristes et entreprises", ont indiqué les autorités municipales. Selon leur projet, les visiteurs louant une chambre pour un prix allant de 20.000 à

50.000 yens par nuit (124 à 310 euros au cours actuel) verront leur taxe de séjour doublée à 1.000 yens (6,20 euros) par personne et par nuitée. Pour les chambres louées entre 50.000 yens et 100.000 yens la nuit (de 310 à 620 euros), la taxe sera relevée à 4.000 yens (24 euros). Quant aux hébergements les plus luxueux, au-delà de 620 euros la nuit, leur taxe sera multipliée par dix pour atteindre 62 euros par personne et par nuitée. La mesure survient sur fond d'incivilités répétées, notamment dans le quartier historique de Gion abritant les salons de thé où les geishas, appelées localement "geikos" ("femmes d'art"), exécutent des danses sophistiquées et jouent d'instruments traditionnels. La fascination dont font l'objet ces artistes professionnelles a enflé à l'étranger avec le succès sur Netflix de la série Mikanai qui se déroule à Gion.

## POUR RELANCER SON ÉCONOMIE

## Londres fait la cour à Pékin

Alors que la croissance britannique peine à décoller, la ministre des Finances opère un rapprochement avec Pékin. Pour Rachel Reeves c'est une évidence. Si le Royaume-Uni veut booster son économie, il n'a "pas d'autre choix" que de se rapprocher de Pékin. Le pays ne peut pas ignorer que la Chine sera le "principal moteur de la croissance mondiale durant cette décennie", estime la ministre des Finances. Accompagnée d'une délégation de dirigeants d'entreprises et de responsables financiers dont le gouverneur de la Banque d'Angleterre et le patron du London Stock Ex-

change, elle a rencontré ce week-end à Pékin de hauts dirigeants. Résultat: la signature de contrats d'une valeur de 600 millions de livres. "Nous avons trouvé un terrain d'entente dans des domaines tels que les services financiers, le commerce, l'investissement et le climat. Cela soutiendra une croissance stable et résiliente", a-t-elle déclaré. Les deux pays se félicitent d'un accord gagnant-gagnant qui devrait, selon eux, insuffler un "nouvel élan au développement de l'économie mondiale".

### Colère de l'opposition

Alors qu'il est présenté comme

un grand pas en avant par les travaillistes, ce déplacement a provoqué la colère de l'opposition. Les Tories ont accusé la ministre "fuir" en Chine, de fuir les problèmes alors que l'économie va mal, disent-ils. Emprunter n'a jamais été aussi coûteux pour l'État britannique depuis la crise financière de 2008. Les analystes ne prévoient désormais qu'une seule baisse des taux d'intérêt cette année. Et la livre sterling est à son plus bas niveau depuis plus d'un an. Mel Strive, député conservateur qui a appelé la ministre à annuler sa visite, estime que "la confiance des entreprises britanniques s'effondre à

cause des mesures prises par le gouvernement". Rachel Reeves est la plus haute représentante du gouvernement britannique à s'être rendue en Chine en 7 ans. La dernière avant elle, c'était l'ex-Première ministre Theresa May qui avait rencontré Xi Jinping. Depuis, les rapports entre Londres et Pékin étaient compliqués voire conflictuels, marqués par des tensions sur des questions politiques, sécuritaires et de droits humains.

### Changer la dynamique

Keir Starmer veut améliorer cette relation. Il a entamé un dialogue avec le président chi-

nois, l'an dernier. Même si de nombreuses asymétries persistent dans les relations entre les deux pays, la Chine demeure le quatrième partenaire commercial de Londres avec des exportations soutenant près d'un demi-million d'emplois au Royaume-Uni. La relance de l'activité est une priorité pour le gouvernement Starmer qui réitère sa promesse de tenir ses engagements en matière budgétaire. Selon le Financial Times, le premier ministre travailliste verrait une opportunité à saisir dans un refroidissement des relations sino-américaines sous Trump. Il envisagerait de se rendre à Pékin cette année.

## ETATS UNIS

## L'industrie crypto cherche à obtenir des faveurs de Donald Trump

Les acteurs ont donné plus de 10 millions de dollars pour l'investiture de l'élu républicain dans l'espoir qu'il mette en place une politique pro-crypto. Les dons en cryptomonnaies affluent en direction de Donald Trump. Selon Decrypt, l'industrie a déboursé plus de 10 millions de dollars pour la journée d'investiture de Donald Trump qui aura lieu lundi prochain. La société Ripple, qui émet le jeton XRP, a réalisé le don le plus important, à hauteur de 5 millions de dollars. De leur côté, les géants Coinbase, Kraken et Circle ont chacun donné 1 million de dollars. "Coinbase s'engage à travailler

avec l'administration et les deux côtés du Congrès pour créer une clarté réglementaire pour la crypto", a déclaré Kara Calvert, vice-présidente de Coinbase pour la politique américaine. Lors de sa campagne présidentielle, Donald Trump avait récolté plus de 3,3 millions de dollars en cryptomonnaies du secteur.

### Projets colossaux

Les attentes sont grandes pour le secteur crypto. En effet, l'élu républicain a promis plus de clarté réglementaire dans ce domaine à l'avenir.

Donald Trump a nommé plusieurs personnalités pro-crypto aux États-Unis, de Paul Atkins à la tête du régulateur boursier américain à David Sacks comme conseiller crypto de la Maison Blanche. Ses projets sont colossaux: créer une réserve nationale de bitcoins, concentrer l'ensemble des mineurs de bitcoins sur le territoire... pour faire des États-Unis "la capitale mondiale" des cryptomonnaies. Donald Trump entend par ailleurs nommer 24 patrons de l'industrie au sein de son comité consultatif des cryptomonnaies. Il a déjà rencontré certains représentants du secteur, comme Kris

Marszalek (Crypto.com), Brad Garlinghouse (Ripple) et Jeremy Allaire (Circle). L'industrie crypto se réunira à Washington vendredi 17 janvier lors d'un "Inaugural Crypto Ball" pour soutenir la nouvelle administration. L'ambiance sera à la fête: en décembre, le bitcoin a dépassé pour la première fois de son histoire le seuil symbolique des 100.000 dollars. A 11h15 (heure française), la reine des cryptos s'échange cependant autour des 96.600 dollars dans un contexte d'incertitudes macroéconomiques avant l'investiture de Trump.

## COMMERCE

## L'Europe est à la traîne par rapport aux États-Unis

Les experts de la distribution réunis à New York au salon National Retail Forum constatent un décalage croissant entre une Amérique optimiste qui consomme et une Europe qui prend du retard. Bonnes perspectives pour les distributeurs américains, moins pour les européens. Comme pour l'ensemble de l'économie, le commerce de l'autre côté de l'Atlantique est bien plus florissant que sur le Vieux continent. Le contexte politique et économique pèse lourd sur l'activité du secteur de la distribution, dont la bonne santé dépend de l'envie des ménages du monde entier à dépenser dans leurs rayons. Pour son premier rassemblement de la Fédération mondiale de la distribution, la déléguée générale de la fédération patronale des supermarchés (FCD) française Layla Rahhou a été surprise de la différence d'état d'esprit. "Les Américains sont très optimistes, les Européens beaucoup moins", a-t-elle détaillé à l'AFP dimanche soir, en marge du salon du commerce National Retail Forum (NRF) qui se tient à New York. Au-delà d'une dimension culturelle, il y a surtout des facteurs objectifs. Aux États-Unis, "le contexte semble sain avec une réaccélération des dépenses de consommation au cours du second semestre 2024 et une très bonne configuration pour l'année à venir", a déclaré lundi lors d'un point-presse au salon NRF Sarah Wolfe, économiste pour la banque privée Morgan Stanley Wealth Management, évoquant des "perspectives prudemment optimistes". C'est moins le cas en Europe, où le pessimisme ambiant est nourri par l'instabilité politique dans plusieurs pays. La situation des supermarchés n'y est toutefois pas uniforme.

## NOUVEAUTÉS 2025 : CITADINES

## Déferlement d'électriques avec les Alpine A290, Cupra Raval, Nissan Micra, Renault Twingo...

1<sup>ère</sup> partie

## ● Mais il reste des moteurs thermiques pour les Fiat Grande Panda, Renault Clio

L'électrique gagne du terrain et les citadines sont particulièrement visées par le passage forcé à l'électrique en 2035. Les nouveautés sur batteries sont donc nombreuses : Alpine A290, Cupra Raval, Hyundai Inster, Nissan Micra, Renault Twingo... Mais on fait de la résistance du côté des thermiques avec la Fiat 500 qui adopte un bloc hybride, la Renault Clio 6, les Seat Ibiza et Volkswagen Polo restylées et la nouvelle Fiat Grande Panda qui est, quant à elle, dotée des deux types de motorisations.



Janvier  
Abarth 600e (Électrique)

La plus puissante de toutes les Abarth de série fait ses débuts commerciaux. L'Abarth 600e est dotée d'un bloc électrique de 240 ch pour la version Turismo, ou affichant 280 ch pour la version Pack Scorpionissima (345 Nm de couple pour les deux), cette auto affiche de belles performances, dont un 0 à 100 km/h en moins de six secondes (5,8 secondes très exactement) avec la série limitée à 1949 exemplaires de la finition Pack Scorpionissima. Afin de donner un peu plus de fun à cette auto, en choisissant la finition la plus haut de gamme on dispose d'une simulation sonore thermique intérieure et extérieure. Les tarifs débutent à 44 900 € pour l'Abarth 600e Turismo, 48 900 € pour la finition Pack Scorpionissima.

Alpine A290 (Électrique)

Ce sont les débuts de commercialisation pour la première Alpine électrique de série. De plus, à peine commercialisée, l'Alpine A290 a profité de ce début d'année pour recevoir avec la Renault 5 E-Tech Electric le prix de voiture de l'année. La petite Alpine A290 est produite à Douai dans le Nord et se distingue de la nouvelle Renault 5 dont elle reprend la base Ampr Small par des motorisations plus puissantes de 180 et 220 ch (la R5 la plus puissante développant 150 ch). Malgré la présence d'une batterie de 52 kWh (autonomie maximale de 380 km), les ingénieurs ont réussi à limiter le poids à moins de 1 600 kg (1 556 kg à vide) pour cette auto qui se montre très efficace, mais un peu sage, comparée à une GTI « ther-

mique».

Février  
Fiat Grande Panda (Thermique et Électrique)

La Fiat Grande Panda devait arriver à la fin de 2024, mais des soucis de logiciels embarqués (dont la cousine Citroën ë-C3 avait déjà eu à pâtir) ne lui ont pas permis de faire ses grands débuts sur le marché à cette date. La marque italienne a donc été obligée, de repousser la date du lancement commercial de son auto qui ne sera disponible au début qu'en électrique avec un moteur de 113 ch et une batterie de 44 kWh (autonomie de 320 km). Le modèle à moteur 1.2 micro-hybride de 100 ch, qui devrait permettre à la marque d'augmenter ses ventes, n'arrivera que quelques mois plus tard. La Fiat Grande Panda comme son nom l'indique n'a plus rien à voir avec une mini-citadine qui l'a précédé puisqu'elle mesure 3,99 m soit deux centimètres de moins que la Citroën C3 dont elle reprend la plateforme. Enfin, rappelons que la Panda actuelle reste au catalogue sous le nom de Panda. Elle existe en deux finitions : Panda et Pandina.

Mars  
Hyundai Inster Cross (Électrique)

Elle a une belle bouille la mini-citadine électrique, l'Inster de Hyundai qui s'offre une panoplie de baroudeuse dans sa version Hyundai Inster Cross. Ce modèle électrique se dote de deux motorisations électriques, la première de 97 ch affiche une autonomie de 327 km, la seconde plus puissante de 115 ch dispose d'une autonomie de 370 km. Elle est



d'ores et déjà disponible à la commande en quatre ou cinq places avec deux finitions au programme (Creative ou Executive) à partir de 30 450 €.

Avril  
MG3 (Thermique)

Alors que la MG3 est disponible depuis l'été dernier en version MG3 Hybrid+ affichant 195 ch de puissance cumulée, elle va recevoir l'aide d'une version thermique dont on ne connaît pas encore les caractéristiques techniques. Ce que l'on sait c'est que ce modèle sera encore plus abordable que la MG3 Hybrid+ qui est affichée au tarif attractif de 19 990 € en version d'entrée de gamme (finition Standard).

Mai  
Lancia Ypsilon HF (Électrique)

C'est un renouveau pour la marque Lancia qui peut compter sur la nouvelle Lancia Ypsilon pour voir la vie en rose. Si cette voiture est disponible en version thermique (hybride de 100 ch) et en électrique de 156 ch, il va exister une version plus sportive appelée Lancia Ypsilon HF. Celle-ci ne sera disponible qu'avec une motorisation électrique de 280 ch. Elle reprendra des éléments techniques de l'Abarth 600e, dont sa motorisation la plus puissante associée à un différentiel mécanique pour mieux faire passer toute cette puissance sur les roues avant.

Juin  
Toyota Aygo X/Restylage (Thermique)

Mini-citadine au style baroudeur, la

Toyota Aygo X va bénéficier d'un restylage. Dans une catégorie boudée par les constructeurs, la Toyota Aygo X poursuit son petit bonhomme de chemin. C'est pour lui permettre de conserver tout son tonus que la marque va lui offrir un léger lifting, la marque japonaise se contentant de modifications limitées. Ainsi à l'avant, la calandre et le bouclier devraient être légèrement modifiés. Le plus gros changement concernera le capot, il va en effet bénéficier d'une découpe pour accueillir des projecteurs remaniés. Sous ce capot, l'Aygo X devrait conserver son bloc essence 1.0 VVT-i de 72 ch associé avec une boîte manuelle ou auto CVT, tandis que dans l'habitacle il devrait y avoir une mise à jour de l'infodivertissement avec peut-être une offre numérique plus conséquente.

Juillet  
Seat Ibiza (Thermique)

Afin de faire durer le plus longtemps possible les modèles thermiques qui composent son catalogue, la marque espagnole Seat ne va pas hésiter à les restyler plusieurs fois. C'est le cas de la citadine Seat Ibiza qui va bénéficier d'un second restylage. C'est à l'occasion de la publication des résultats économiques de Seat SA pour l'année 2023 que le constructeur a précisé son plan produit pour les prochaines années et en particulier les restylages de bon nombre de ses modèles, dont l'Ibiza. En même temps, le constructeur espagnol a dévoilé des images de ces modèles restylés. On peut voir ainsi que l'Ibiza placée à côté du SUV Ateca, bénéficiera de nouveaux projecteurs avec un décrochement à leur base. (A suivre)

# Le Vision Pro d'Apple en attente d'une app providentielle

Malgré sa technologie de pointe largement saluée, le casque de réalité virtuelle d'Apple est cher et son adoption par les particuliers et les entreprises reste limitée.

2<sup>e</sup> partie et fin

Certes, ces critiques peuvent être formulées pour tous les casques de réalité mixte, et Apple a été félicité pour l'interface du Vision Pro. « Il ne fait aucun doute que le prix et le poids sont des obstacles, mais, par rapport à tout ce qui existe sur le marché, l'expérience utilisateur offerte par l'Apple Vision Pro est à ce jour inégalée », a affirmé M. Greengart.

## Apple cible les entreprises

Apple considère également le Vision Pro comme un outil pour les entreprises et a montré comment le dispositif pouvait être utile pour la collaboration, la formation des employés et l'assistance à distance pour les travailleurs de première ligne. « Je dirais qu'Apple se concentre davantage sur les entreprises que d'habitude, comparé à ce qu'il a fait avec d'autres produits qu'il a lancé par le passé », a déclaré Nguyen.

Etant donné que le grand public a montré un intérêt moins fort que prévu pour le Vision Pro, Nomtek a orienté son attention vers le développement d'applications pour les professionnels. « Très tôt, nous avons remarqué un changement dans la stratégie d'Apple visant à se tourner davantage vers les clients entreprises. [...] Dans cet esprit, nous avons également suivi cette stratégie et ciblé les organisations », a déclaré Solecki.

Nomtek a travaillé sur une variété de projets axés sur les professionnels, notamment le développement d'une application Vision Pro qui fournit des conseils et une formation étape par étape aux techniciens de maintenance d'un fabricant d'avions. Un fabricant de matériaux de construction étudie également le développement d'une application Vision Pro pour faciliter la maintenance des machines de centaines d'usines dans le monde, a déclaré Solecki.

L'arrivée de VisionOS 2.0 et, en parallèle, d'une bibliothèque d'API spécifiques ont contribué à élargir le nombre de cas d'usage potentiels du casques d'AR/VR d'Apple en entreprise. L'une des API proposées est conçue pour ouvrir l'accès au flux de la caméra principale, ce qui permet aux développeurs de créer, par exemple, une application de « détection d'anomalies » pour qu'un ouvrier de production puisse repérer des composants défectueux. Une autre API autorise la lecture et la détection de QR codes. Cela pourrait s'avérer utile dans le cas d'un employé en entrepôt qui doit lire les codes-barres pour vérifier que les colis contiennent le bon article sans avoir besoin d'un scanner portatif. Il est également désormais possible pour les développeurs de dépasser les limites par défaut des processeurs du Vision Pro pour gérer des scénarios plus exigeants,



comme le rendu d'un affichage haute-fidélité en réalité mixte d'une voiture de course. (Ce type d'utilisation peut cependant réduire la durée de vie de la batterie et augmenter le bruit du ventilateur.)

L'ajout de capacités de gestion des appareils plus tôt cette année a également facilité le déploiement de casques Vision Pro dans certaines entreprises, avec davantage de paramètres à gérer et à restreindre. « Nous cherchons à mettre en oeuvre cette solution pour une compagnie aérienne en tant que solution de divertissement en vol. Nous pouvons vraiment limiter ce qu'ils peuvent faire et ce qu'ils ne peuvent pas faire, pour n'accéder qu'aux applications que nous avons approuvées », a expliqué Solecki.

Plus généralement, le lancement de Vision Pro a permis de raviver l'intérêt des entreprises pour la réalité mixte. « Indépendamment des ventes réelles d'Apple Vision Pro, l'arrivée de ce produit sur le marché a été très bonne pour la scène XR dans son ensemble », a déclaré Solecki. « Une entreprise qui est venue nous voir et qui voulait construire quelque chose sur Vision Pro nous a dit : « Nous avons essayé HoloLens il y a des années, et nous ne l'avons pas aimé et nous l'avons simplement abandonné, mais maintenant Apple a sorti [le Vision Pro] et nous voulons l'essayer. » ... Les gens ont de nouveau été enthousiasmés par un casque XR. »

Comme le grand public, les entreprises se sont montrées prudentes quant à l'adoption du Vision Pro. Une enquête menée par IDC auprès de responsables informatiques basés aux États-Unis et chargés d'acheter des appareils d'AR/VR a montré que seulement environ un tiers des répondants étaient dé-

sireux d'acquérir le Vision Pro pour leur organisation. « Je pense qu'Apple a beaucoup à faire, tant sur le plan du logiciel que du matériel, avant que le Vision Pro ne devienne un outil indispensable, même à l'échelle de pilote, pour les entreprises américaines typiques », a déclaré Lewis Ward, analyste senior chez IDC et auteur du rapport.

La situation est toutefois plus favorable dans certains secteurs d'activité, comme ceux de la finance et de la santé. « L'intérêt est là, mais il reste encore de nombreux obstacles à surmonter pour que les entreprises franchissent le pas », a déclaré Nguyen. « Le premier est le prix ; le deuxième, nous appellerons cela simplement le contenu : que puis-je faire avec cela pour que cet investissement en vaille la peine ? »

Si le Vision Pro n'est qu'un début, quelle est la suite ?

Quasiment dès la mise en vente du Vision Pro, des rumeurs concernant le lancement par Apple d'autres dispositifs de ce type ont commencé à se répandre. Elles portaient notamment sur la conception d'une version moins onéreuse du casque, qui supprimerait certaines fonctionnalités premium, comme l'écran EyeSight orienté vers l'avant. Une version moins chère pourrait en effet aider à attirer un public d'utilisateurs (et de développeurs) plus large, du moins jusqu'à ce qu'une « application phare » n'arrive et ne convainque les consommateurs d'investir beaucoup d'argent dans un casque. « Je ne sais pas s'ils sortiront quelque chose de moins cher, mais je dirai qu'ils doivent le faire pour obtenir une adoption significative au-delà de ce qu'ils ont déjà », a déclaré Nguyen.

On parle également d'Apple développant des lunettes de réalité augmentée légères - le Saint Graal pour Apple et d'autres. Mais, comme le prototype Project Orion de Meta, les lunettes de réalité augmentée d'Apple ne sortiront probablement pas avant des années.

En attendant, l'existence du Vision Pro et la présence d'Apple sur le marché de l'AR/VR pourraient stimuler plus largement l'innovation dans le secteur. Cela a « revigoré la concurrence », a déclaré Greengart, pointant du doigt le PDG de Meta, Mark Zuckerberg, qui a publiquement présenté les appareils de son entreprise comme un rival plus abordable du Vision Pro. Google, quant à lui, a récemment annoncé son système d'exploitation Android XR, qui sera utilisé dans un nouveau casque Samsung attendu cette année. L'appareil et le système d'exploitation ressemblent au matériel d'Apple.

Android XR met davantage l'accent sur l'utilisation de l'intelligence artificielle, une stratégie qu'Apple est susceptible de poursuivre également, avec la possibilité d'intégrer Apple Intelligence dans le casque de réalité mixte.

« L'environnement concurrentiel est ce qui favorise l'innovation. C'est une opportunité pour vous d'améliorer votre produit, votre solution, votre offre, quelle qu'elle soit », a déclaré M. Nguyen. « Une chose sur laquelle tout le monde s'accorde est que le Vision Pro a donné au marché un coup de pouce bien nécessaire. L'annonce et le lancement nous ont rapprochés de la création des conditions nécessaires à une croissance significative de l'adoption », a-t-il ajouté

Mots fléchés

Divinations par les cartes Sacoche	Chagriner	Ceinture jaune Os de poisson	Mets bas Ecoulement lacrymal	Situés au milieu	Surgie	Tâches données aux journalistes Jeune cerf
				Stupéfait		
Rideau	Épreuve de moto			Déchet	Désert Bien-être	
			Réparé			
Oubliée	De même			Lieux de vente		
		Groupes d'abeilles	Groupes d'abeilles	Groupes d'abeilles Groupe terroriste Calcium		Tas de feuilles Demeurés Père d'Ascagne
Conducteurs de solipèdes	Victoire impériale	Morceau de choix	Féroce			
			Île française Fromage hollandais		Atome Île française	
Petit fruit Arbre				Remarquable	Maladie infectieuse Epouse de Jacob	
		Écrivain français (marquis de) Union de cyclistes			Causée un préjudice Courageux	
Boisson Pour un oubli		Pied de deux syllabes Arbres			Nazi Chenapans	Résidu de mouture des grains de céréales
	Cancan Riche maison					Chanoine inventeur d'un cocktail
Petite pomme	Abjects Voisin de la salière		Coups de baguettes sur un tambour		Anneau de cordage	Knockout Grand-père
		Ville roumaine	Voisin d'un cours d'eau			
Petit fruit Ecrasai en poudre			Flétrir			Chagrinez
			Défaite humiliante Ville de Vénétie			Exaltée
Limons Premier continent connu			Période noire Marcherai	Rival Un allemand		
	Raillerie Auteur de rumeurs				Évêque de Noyon	
Fût changée en génisse		Reptile Fleuve côtier				Chiffre Habitudes
Grande école Erbium		Parolier français (Boris)			Assassinée	
	Abruti				Ça suffit !	

Le Conseil de la nation tiendra, jeudi, une séance plénière consacrée aux questions orales adressées à des membres du gouvernement, a indiqué mercredi un communiqué du conseil. Les questions orales concernent les secteurs de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, de la Culture et des Arts, du Tourisme et de l'Artisanat, ainsi que celui de l'Environnement et de la Qualité de la vie, selon la même source.



## PÉTROLE

## Le prix du baril de Brent à plus de 80 dollars

Les cours du pétrole se sont redressés mercredi propulsés par une demande de brut plus forte que prévue au quatrième trimestre 2024. Avant midi, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mars, prend 0,36% à 80,21 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en février, augmente 0,41% à 77,82 dollars. Les prix sont tirés à la hausse par la demande mondiale, qui a augmenté au quatrième trimestre 2024, avec "le niveau le plus élevé depuis le quatrième trimestre 2023 et 260.000 barils par jour de plus que les prévisions précédentes", a indiqué l'Agence internationale de l'énergie (AIE) dans son rapport sur le marché pétrolier de janvier. Les prix ont aussi été poussés par des températures "qui se sont nettement refroidies en décembre au Canada, dans les régions du nord et du centre des Etats-Unis, dans une grande partie de l'Europe, en Russie, en Chine et au Japon", explique l'AIE.

## RÉUNION DU GOUVERNEMENT

## Plusieurs secteurs à l'ordre du jour

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé mercredi à Alger, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen de dossiers relatifs aux secteurs des forêts, et de l'hydraulique, ainsi que le développement du cadre réglementaire relatif aux modalités d'homologation des dispositifs médicaux et la réforme de la formation professionnelle, indique un communiqué des services du Premier ministre. En effet, la réunion a été consacrée à l'examen du cadre réglementaire relatif à l'inventaire des richesses forestières nationales et des différents plans de développement, d'aménagement et de gestion, qui en découlent, devant permettre d'assurer une meilleure gestion et une exploitation durable du patrimoine forestier national, et ce, conformément aux dispositions de la loi 23-21 relative aux forêts et aux richesses forestières.

Le Gouvernement a également entendu une communication sur les résultats des assises nationales sur la réforme de la formation professionnelle, qui avaient pour objectif de développer une vision pratique et d'élaborer une feuille de route sectorielle pour une réforme structurelle et ambitieuse, permettant d'assurer la modernisation de ce sec-

teur, renforcer son attractivité, et placer la formation professionnelle comme un pilier du développement national en adoptant des solutions adaptées aux exigences économiques et sociales. Par ailleurs et dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des directives de Monsieur le Président de la République relatives au renforcement de la sécurité hydrique et l'augmentation du taux de récupération des eaux usées et leur orientation vers les secteurs agricole et industriel, « le Gouvernement a examiné l'évolution d'importants projets dans le secteur de l'Hydraulique, tels que le projet d'approvisionnement des habitants de Béchar,

Abadla et Kenadsa à partir des eaux souterraines du champ de captage El Guetrani, commune de Beni Ounif, et la réalisation des deux stations d'épuration des eaux usées de la ville de Béchar et de la ville nouvelle de Bouinan à Blida». Enfin, le Gouvernement a examiné les moyens de développement du cadre réglementaire relatif aux modalités d'homologation des dispositifs médicaux, afin d'accorder plus de flexibilité à l'organisme chargé de l'examen des dossiers concernés par cette procédure, dans le respect des normes scientifiques et internationales pertinentes.

## ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

## 31 morts et 1346 blessés en une semaine

Trente et une (31) personnes sont décédées et 1346 autres ont été blessées dans 1172 accidents de la circulation enregistrés durant la période du 5 au 11 janvier en cours, à travers plusieurs wilayas du pays, indique mercredi un communiqué de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Mascara avec 4 morts et 26 blessés dans 23 accidents de la circulation, précise la même source. Les équipes de secours de la Protection civile ont procédé durant la même période à l'extinction de 665 incendies, urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés au niveau des wilayas d'Alger (71 incendies), Oran (47) et Blida (44). D'autre part, la Protection civile a effectué 5479 interventions pour le sauvetage de 373 personnes en situation de danger et exécuté 4738 opérations d'assistance.

## Chronique Eco

d'Anouar El Andaloussi

## Osons une grande réforme des collectivités locales

L'évènement le plus attendu pour ce début d'année 2025 est, sans aucun doute, la loi sur les collectivités locales (on ne sait pas encore s'il s'agit de deux lois, l'une sur la Wilaya et l'autre sur la Commune ou une seule loi pour les deux collectivités locales). Pourquoi cette codification des collectivités locales est importante dans le contexte actuel et surtout pour l'avenir du pays ? D'une part il est maintenant démontré que les modèles d'organisation des sociétés et des économies les plus décentralisés sont les plus performants tant au plan de la gouvernance des politiques publiques qu'au plan de l'efficacité économique. Dans un monde en mutation et surtout où les impacts des facteurs externes touchent directement les acteurs locaux, les Etats les plus puissants n'arrivent pas à tout contrôler et à protéger toutes les catégories socioéconomiques des influences extérieures ; la seule riposte à cette situation est de doter les acteurs locaux de moyens institutionnels et organisationnels leur permettant de faire face à ces influences. D'autre part, la décentralisation impliquera une responsabilisation des niveaux locaux, révélera les potentiels non exploités et favorisera l'initiative et la recherche de solutions locales adaptées au contexte socioéconomique local. Les notions de Gouvernance locale, de démocratie participative ont occupé les débats au cours des dernières années, mais quand on observe le fonctionnement des collectivités locales, rien n'a changé et rien de ces notions n'est approprié par les collectivités et les acteurs locaux. On a l'impression que le discours sur ces no-

tions est dans une rivière (oued) et la réalité des choses est dans une autre rivière (oued). Pour preuve, nos visites dans plusieurs collectivités locales, à la lumière des politiques d'investissements dans l'industrie et dans l'agriculture saharienne, nous ont révélé ce décalage. Les responsables locaux se considèrent complètement exclus de ces processus se déroulant sur leurs territoires et les investisseurs se plaignent de la faiblesse des instruments institutionnels mis en œuvre et se trouvent ballotés entre les agences et les collectivités territoriales. La Gouvernance locale, comme la démocratie participative qui en est une composante ne peuvent avoir un sens et un contenu réel que dans le cadre d'une décentralisation effective. Alors ce qui est attendu réellement des prochains codes sur les collectivités locales, c'est l'amorce d'une décentralisation effective, graduelle, soutenue et accompagnée par l'Etat. L'opération est très complexe dans un contexte institutionnel caractérisé par une culture de soumission à une « hiérarchie » lourde et tatillonne et un personnel habitué à exécuter des instructions plutôt que de définir des plans d'actions et encore moins prendre des décisions risquées. Le personnel des collectivités locales est peu formé aux méthodes d'élaboration des politiques publiques locales et aux processus décisionnels. Mais en même temps une démarche de décentralisation donnera l'opportunité à ce personnel (politique à travers les élus, administratif à travers les fonctionnaires) de se frotter à la réalité des enjeux et à prouver leurs compétences respectives devant les

problématiques de développement. Le véritable défi est donc celui de la formation de tous ces acteurs des collectivités locales. Dans le passé de nombreux programmes de formation nationaux ou dans le cadre de la coopération ont été organisés au profit de ces personnels. Trois biais ont été relevés dans ces formations : (i) les programmes étaient désincarnés ; on parlait d'un objet virtuel ou d'un contexte extraterritorial à travers des exemples étrangers totalement différents du contexte algérien ; (ii) les personnes proposées pour ces programmes de formation n'étaient ni préparées, ni motivées pour suivre la formation et (iii) au retour de la formation, les personnels « formés replongent dans le système administratif qu'ils avaient laissé avant leur engagement dans la formation. La formation a été utilisée comme un alibi pour dire que les réformes des collectivités locales sont engagées. On forme pour un nouveau mode de gestion, mais si dernier n'est pas encore conçu, la formation ne servira à rien. Une réforme profonde et réelle des collectivités locales serait un objet nouveau pour lancer des formations appropriées qui seront nécessaires à la mise en œuvre des dispositions de la réforme ; ainsi on aura un vrai objet (réel) sur lequel seront conçu un programme et des outils de formation. La gouvernance locale sera alimentée par le cadre institutionnel défini par la réforme et par l'émergence des acteurs locaux ayant des volontés, des aptitudes et conscients des enjeux de la réforme et de ses défis.